

Deux // langues, c'est bon pour les affaires

MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE 2015 SUR LES AVANTAGES ET LE POTENTIEL ÉCONOMIQUES DU BILINGUISME AU NOUVEAU-BRUNSWICK

Étude réalisée par Pierre-Marcel Desjardins et David Campbell
pour le Commissariat aux langues officielles du Nouveau-Brunswick

Avril 2019

**COMMISSARIAT AUX
LANGUES OFFICIELLES DU
NOUVEAU-BRUNSWICK**



**OFFICE OF THE COMMISSIONER
OF OFFICIAL LANGUAGES
FOR NEW BRUNSWICK**

Table des matières

Sommaire.....	3
1. Introduction.....	7
2. Recension des écrits	9
3. Profil du bilinguisme au Nouveau-Brunswick	10
3.1 Pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l’anglais et du français	10
3.2 Bilinguisme en fonction de l’âge.....	14
3.3 Bilinguisme en fonction du niveau de scolarité.....	15
3.4 Bilinguisme en fonction de la profession.....	17
3.5 Bilinguisme en fonction des secteurs économiques.....	18
4. Les avantages économiques du bilinguisme.....	21
4.1 Le bilinguisme et la venue de centres de contact avec la clientèle et de soutien administratif d’entreprises nationales.....	21
4.2 Le bilinguisme et les retombées économiques régionales au Nouveau-Brunswick.....	24
4.3 Le bilinguisme et les industries langagières.....	26
4.4 Le bilinguisme et l’exportation des services professionnels.....	27
4.5 Miser sur le bilinguisme pour offrir des services d’assurance partout au pays.....	28
4.6 Bilinguisme et tourisme	28
4.7 Bilinguisme et éducation postsecondaire.....	29
4.8 Le bilinguisme pour attirer des immigrants.....	31
4.9 Bilinguisme et commerce avec le Québec	32
4.10 Bilinguisme et commerce avec la Francophonie	34
4.11 Le marché du travail bilingue.....	35
5. Perspectives d’avenir en matière de développement économique : le bilinguisme comme effet de levier 2.0	39
5.1 Perspectives d’avenir : attirer plus de touristes francophones.....	39
5.2 Perspectives d’avenir : centres de contact avec la clientèle et médias sociaux.....	40
5.3 Perspectives d’avenir : industries langagières et technologies de l’information	40
5.4 Perspectives d’avenir : commerce et investissement internationaux.....	41
5.5 Perspectives d’avenir : liens économiques avec le Québec.....	42
5.6 Perspectives d’avenir : services d’enseignement	43
5.7 Perspectives d’avenir : intelligence artificielle	43
5.8 Perspectives d’avenir : immigration	44
6. Conclusion : Accroître les retombées économiques du bilinguisme	45
Annexe A : Figures détaillées – importance relative du bilinguisme par secteur industriel.....	46
Annexe B : Définitions	48

Sommaire

En 2015, nous avons publié une étude intitulée *Deux langues, c'est bon pour les affaires*¹. Au cours des quatre dernières années, des données plus récentes sont devenues disponibles, particulièrement le recensement de 2016 de Statistique Canada. L'objectif de cette étude est de présenter un survol de ces récentes études, présenter un portrait mis à jour de la situation au Nouveau-Brunswick et, à la lueur de ces nouvelles informations, revoir l'analyse de 2015.

Le bilinguisme, que l'on définit comme la connaissance de l'anglais et du français, représente un avantage comparatif pour le Nouveau-Brunswick. Comme nous le démontrons dans l'étude, le bilinguisme fut un élément clé dans la croissance dans plusieurs secteurs de l'économie provinciale.

Dans notre étude de 2015, nous avons relevé huit avantages économiques importants d'une main-d'œuvre bilingue au Nouveau-Brunswick. Ces avantages sont aussi pertinents aujourd'hui qu'il y a quatre ans. Nous présentons à nouveau ces huit avantages, et en ajoutons un neuvième.

NEUF AVANTAGES ÉCONOMIQUES D'UNE MAIN-D'ŒUVRE BILINGUE AU NOUVEAU-BRUNSWICK

- ⇒ **Avantage 1 : Une main-d'œuvre bilingue explique en bonne partie pourquoi le Nouveau-Brunswick a été en mesure d'attirer des entreprises d'envergure comme ExxonMobil, Xerox, IBM, FedEx, UPS, RBC, TD Assurance, Unilever et SNC-Lavalin.**
 - Le Nouveau-Brunswick a une industrie de centres de contact avec la clientèle et de soutien administratif qui génère annuellement 1,5 milliard de dollars en revenus d'exportation à l'échelle interprovinciale et internationale. La province a aussi la proportion la plus élevée de gens qui travaillent dans cette industrie comparativement à toutes les autres provinces.
 - Des 15 205 personnes employées au Nouveau-Brunswick dans le secteur des services administratifs, seulement 31,4 % parlent l'anglais et le français. Les autres parlent l'anglais seulement (66,2 %) ou le français seulement (2,4 %). Le développement du secteur des centres de contact avec la clientèle et de soutien administratif au Nouveau-Brunswick s'est avéré bénéfique pour des milliers de Néo-Brunswickois unilingues.
- ⇒ **Avantage 2 : Le bilinguisme a mené au développement d'une industrie langagière dynamique dans la province.**
 - Le Nouveau-Brunswick vient au deuxième rang des dix provinces canadiennes pour ce qui est de la proportion de traducteurs, terminologues et interprètes dans sa main-d'œuvre.
 - Nous avons 420 personnes employées dans le secteur des services de traduction et d'interprétation.
- ⇒ **Avantage 3 : Le bilinguisme a été un facteur clé dans le développement de liens commerciaux et des investissements sur le marché québécois.**
 - La capacité de desservir le marché québécois en français est une des principales raisons pour lesquelles le Nouveau-Brunswick a pu percer sur ce marché.

¹ Desjardins, Pierre-Marcel et David Campbell. 2015. *Deux langues, c'est bon pour les affaires : étude sur les avantages et le potentiel économiques du bilinguisme au Nouveau-Brunswick*. Étude réalisée pour le Commissariat aux langues officielles du Nouveau-Brunswick. 46 pages. <http://www.languesofficielles.nb.ca/salle-de-presse/communique-de-presse/deux-langues-cest-bon-pour-les-affaires>

- En fonction de la taille de sa population, aucune autre province n’exporte plus au Québec que le Nouveau-Brunswick.
 - Entre 2011 et 2015, le Nouveau-Brunswick a généré des revenus d’exportation de services d’environ 1,2 milliard de dollars par année. En fonction de la taille de sa population, seul l’Ontario génère plus de revenus provenant de l’exportation de services au Québec que le Nouveau-Brunswick.
 - Le secteur du transport du Nouveau-Brunswick génère d’importants revenus du Québec. Entre 2011 et 2015, le secteur du transport et des services connexes a généré en moyenne des revenus annuels de 170 millions de dollars.
- ⇒ **Avantage 4 : Le bilinguisme explique en bonne partie pourquoi des entreprises des secteurs de la finance et de l’assurance desservent leurs clients de l’ensemble du pays à partir du Nouveau-Brunswick.**
- Une étude récente révèle que la moitié des compagnies d’assurance du Nouveau-Brunswick desservent des marchés à l’extérieur de la province. Un sondage demandait aux compagnies d’assurance de décrire l’avantage comparatif de leurs activités au Nouveau-Brunswick. La main-d’œuvre bilingue était une des principales raisons avancées pour justifier la croissance de leurs activités dans la province.
 - Être en mesure de servir leurs clients francophones est une raison importante pour laquelle les emplois créés par les compagnies d’assurance ont augmenté de 168 % dans la province entre 2006 et 2018.
 - Grâce à sa main-d’œuvre bilingue, le Nouveau-Brunswick a été en mesure d’attirer des centres de contact avec la clientèle et de soutien administratif de plusieurs grandes banques canadiennes.
- ⇒ **Avantage 5 : Le bilinguisme a été un facteur clé dans la croissance du secteur néo-brunswickois des services professionnels sur le marché québécois.**
- Le Nouveau-Brunswick se classe au dernier rang des provinces canadiennes en ce qui a trait aux exportations interprovinciales de services professionnels. En revanche, il se situe au troisième rang sur le marché québécois, une fois ajusté en fonction de la population. Il est clair que le bilinguisme néo-brunswickois permet de bonifier le commerce dans le secteur des services professionnels sur le marché québécois.
- ⇒ **Avantage 6 : Le bilinguisme explique en bonne partie pourquoi le Nouveau-Brunswick connaît un si grand succès pour attirer les touristes québécois.**
- En 2015, le secteur de l’hébergement et des services de restauration a généré des revenus de 154,81 \$ par personne provenant des touristes québécois (revenus considérés comme des exportations interprovinciales). Le Nouveau-Brunswick se classe ainsi au second rang des provinces canadiennes – derrière l’Île-du-Prince-Édouard. Le Nouveau-Brunswick a généré presque deux fois plus de revenus que l’Ontario et trois fois plus que la Nouvelle-Écosse, toujours en fonction de la population.
- ⇒ **Avantage 7 : Le bilinguisme est un facteur important pour expliquer la capacité de la province à attirer des étudiants de niveau postsecondaire venant d’autres provinces ou d’autres pays.**
- Le Nouveau-Brunswick se classe cinquième parmi les provinces canadiennes pour ce qui est des revenus d’exportation du secteur des services d’enseignement (les étudiants produisant des revenus pour la province).
 - En 2017-2018, les universités du Nouveau-Brunswick comptaient 12 % d’étudiants internationaux.

⇒ **Avantage 8 : Le bilinguisme est une raison importante pour laquelle le Nouveau-Brunswick attire une proportion plus élevée d'immigrants bilingues que la plupart des autres provinces.**

- En 2011, des 22,6 % des immigrants vivant au Nouveau-Brunswick parlaient l'anglais et le français, soit 77,6 % de plus que la moyenne nationale.

⇒ **Avantage 9 : Le bilinguisme représente pour le Nouveau-Brunswick un avantage comparatif unique au Canada pour faire face aux défis démographiques**

- Le statut de bilinguisme officiel est une carte de visite importante pour les partenaires commerciaux potentiels parlant une de nos deux langues officielles.
- Les migrants potentiels connaissant l'anglais et le français sauront que cette caractéristique aura un écho sur le marché du travail du Nouveau-Brunswick et qu'elle sera valorisée par les employeurs.

Sommaire des caractéristiques démographiques :

- Pourcentage de la population du Nouveau-Brunswick qui est bilingue : 35,5 %
- Pourcentage de la population du Nouveau-Brunswick âgée entre 15 et 44 ans qui est bilingue : 41,6 %
- Pourcentage de jeunes anglophones (10 à 34 ans) qui sont bilingues : 28,2 %
- Les travailleurs bilingues se retrouvent en proportion plus élevée dans les services où la connaissance des deux langues représente une compétence importante (ex. : santé, éducation, affaires et finances).

Bénéfices économiques du bilinguisme :

- **Attraction d'entreprises :** le bilinguisme fut une raison importante pour laquelle des dizaines d'entreprises nationales et internationales ont ouvert des centres de contact avec la clientèle et de soutien administratif au Nouveau-Brunswick. Ce secteur compte des milliers d'emplois au Nouveau-Brunswick et génère plus de 1 milliard de dollars en salaires chaque année. Toutefois, seuls environ 25 à 30 % des travailleurs dans ce secteur sont bilingues, ce qui veut dire que de nombreux travailleurs unilingues bénéficient de la présence de ces entreprises.
- **Le développement de secteurs importants** tels que les services d'ingénierie, les technologies d'information, les télécommunications et les industries langagières a grandement bénéficié de la main-d'œuvre bilingue de la province.
- **Développement des exportations :** sur une base par personne, le Nouveau-Brunswick génère des revenus d'exportation du Québec beaucoup plus élevé que toute autre province (2,5 fois plus que l'Ontario, par exemple). Le bilinguisme de la province a aussi contribué à l'essor du commerce international, mais il reste encore du travail à faire sur ce front (voir plus bas).
- **Développement touristique :** le bilinguisme a été un élément clé dans le développement du secteur touristique.
- **Attraction d'étudiants internationaux :** le bilinguisme a permis au Nouveau-Brunswick d'accroître le nombre d'étudiants internationaux dans ses institutions.
- **Attraction d'immigrants :** le bilinguisme a contribué aux efforts du Nouveau-Brunswick d'attirer des immigrants internationaux. En 2016, il y avait presque 1 800 immigrants et résidents non permanents avec le français comme première langue officielle qui sont arrivés au Canada après 2011.

Perspectives d'avenir : tirer profit du bilinguisme pour le développement économique

À long terme, la croissance d'une région dépend de ses avantages comparatifs. Le Nouveau-Brunswick possède des secteurs forestiers et des pêcheries très dynamiques et a développé un secteur aquacole important grâce à des avantages géographiques et sectoriels. À l'heure actuelle, le Nouveau-Brunswick cherche à développer les secteurs de la cybersécurité, le cannabis ainsi que d'autres secteurs où il a des avantages comparatifs sur d'autres juridictions.

Dans un monde où la concurrence pour les investissements internationaux, le développement des exportations et l'attraction de travailleurs immigrants, d'entrepreneurs immigrants et d'étudiants internationaux n'ont jamais été aussi féroces, le Nouveau-Brunswick doit cibler ces efforts de développement là où la province a des forces évidentes.

Nous pouvons faire mieux pour exploiter le bilinguisme en tant que bénéfice économique et avantage comparatif durable à long terme. Le bilinguisme pourrait être un important outil :

- Pour développer les marchés d'exportation internationaux;
- Pour attirer des étudiants internationaux (au secondaire et au postsecondaire);
- Pour attirer des entrepreneurs;
- Pour attirer des entreprises pour lesquelles un bilinguisme anglais-français est un avantage;
- Pour attirer des touristes francophones;
- Pour attirer des immigrants;
- Pour développer des secteurs clés de l'économie où le bilinguisme représente un avantage comme les services aux entreprises, la technologie de l'information et les industries langagières.

Recommandation :

La création d'un conseil entreprises/gouvernement avec comme objectif de mieux tirer profit des avantages économiques du bilinguisme.

Le Nouveau-Brunswick a une équipe d'experts qui travaillent au développement du secteur de la cybersécurité. Il y a une équipe qui travaille au développement de la grille intelligente et qui en optimise les retombées économiques. D'autres secteurs comme les pêcheries, le secteur forestier ou les TIC (technologies d'information et de communication) ont des joueurs du secteur privé et du secteur public qui travaillent pour s'assurer qu'ils sont forts et dynamiques dans l'avenir.

Nous devons faire de même pour le bilinguisme. Une stratégie efficace qui vise à tirer profit de nos forces dans ce domaine pour attirer plus d'investissements, d'entrepreneurs, d'exportations, de touristes, d'immigrants et d'étudiants internationaux pourrait faire en sorte que la province retrouve une croissance économique et démographique soutenue.

1. Introduction

Le bilinguisme est plus que jamais un des principaux différenciateurs compétitifs du Nouveau-Brunswick. La province bénéficie de ressources naturelles comme la forêt, les ressources halieutiques et autres ressources. Tout comme ces ressources ont contribué à la croissance économique du Nouveau-Brunswick, le bilinguisme est responsable d'importants investissements privés et de la création d'emplois au cours des dernières décennies. Les secteurs intimement liés au bilinguisme de la main-d'œuvre du Nouveau-Brunswick comprennent les centres de contact avec la clientèle, les bureaux-chefs régionaux et les industries langagières. Néanmoins, il existe peu de publications portant sur cette question.

Afin, au moins en partie, de combler cette lacune, nous avons publié en 2015 *Deux langues, c'est bon pour les affaires*². Au cours des quatre dernières années, des données plus récentes sont devenues disponibles, particulièrement le recensement de 2016 de Statistique Canada. De plus, des études pertinentes furent publiées. L'objectif de cette étude est de présenter un survol de ces récentes études, de présenter un portrait mis à jour de la situation au Nouveau-Brunswick et, à la lueur de ces nouvelles informations, de revoir l'analyse de 2015.

Une main-d'œuvre bilingue offre au Nouveau-Brunswick un avantage compétitif que plusieurs juridictions n'ont pas, particulièrement en Amérique du Nord. Ceci nous aide à développer des marchés au Canada et partout dans le monde. Comme nous l'avons souligné dans notre étude de 2015, et comme nous le démontrons à nouveau, le bilinguisme est un atout important dont nous devons tirer profit pour développer des secteurs stratégiques comme les services d'éducation et le tourisme et des secteurs émergents comme l'intelligence artificielle. De plus, il peut contribuer à une croissance de l'immigration. Être une province officiellement bilingue présente également un message de tolérance et d'inclusion, un facteur qui contribue au développement économique selon l'approche de la classe créative de Richard Florida³.

On pourrait penser que les bénéfices du bilinguisme sont récoltés par les personnes qui ont une connaissance des deux langues officielles. Ce n'est pas le cas. Les entreprises qui ont investi au Nouveau-Brunswick afin de tirer profit de la main-d'œuvre bilingue n'ont besoin que d'un nombre limité de travailleurs bilingues. C'est particulièrement le cas pour le secteur des centres de contact avec la clientèle, qui se retrouve dans les données de Statistique Canada dans le secteur « services administratifs et services de soutien ». Alors que 38,7 % de la main-d'œuvre provinciale est bilingue, seuls 31,4 % des employés de ce secteur ont une connaissance de l'anglais et du français. En même temps, 66,2 % des employés du secteur n'ont qu'une connaissance de l'anglais, alors que ce pourcentage est de 56,8 % pour l'ensemble de l'économie provinciale. Nous avons donc une plus grande proportion d'unilingues anglophones dans le secteur que dans le marché de l'emploi dans son ensemble. Par conséquent, pour chaque emploi bilingue créé dans le secteur, nous avons deux emplois qui ne nécessitent que l'anglais comme compétence.

² Desjardins, Pierre-Marcel et David Campbell. 2015. *Deux langues, c'est bon pour les affaires : étude sur les avantages et le potentiel économiques du bilinguisme au Nouveau-Brunswick*. Étude réalisée pour le Commissariat aux langues officielles du Nouveau-Brunswick. 46 pages. <http://www.languesofficielles.nb.ca/salle-de-presse/communiquede-presse/deux-langues-cest-bon-pour-les-affaires>

³ Florida, Richard. 2002. *The Rise of the Creative Class*. New York: Basic Books.

Notre rapport a cinq sections. Après l'introduction, nous avons une brève revue de la littérature des études publiées depuis notre étude de 2015. La troisième section présente un profil du bilinguisme dans la province. La quatrième démontre les bénéfices économiques pour le Nouveau-Brunswick découlant de l'avantage comparatif qu'est le bilinguisme. Dans notre dernière section, nous présentons quelques éléments pour lesquels le Nouveau-Brunswick pourrait encore mieux tirer profit et accroître le développement économique dans l'avenir.

2. Recension des écrits

Deux études, toutes deux par le Conference Board du Canada, ont été publiées en 2018 et ont conclu que le bilinguisme avait un impact économique bénéfique. La première étude du Conference Board (2018, p. 4), pour *l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario*⁴, reconnaît le potentiel important des marchés francophones : « le français est l'une des principales langues parlées dans le monde. Selon l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), au moins [300⁵] millions de personnes le parlent dans le monde. [...] On estime que, d'ici 2065, plus d'un milliard de personnes dans le monde devraient le parler. » Les auteurs de l'étude (Conference Board, 2018, p. 4) argumentent qu'un « des avantages du bilinguisme est qu'il peut aider une région à augmenter le volume de ses échanges commerciaux internationaux. » Ils estiment (Conference Board, 2018, p. 30) que « [b]ien que l'Ontario semble avoir une préférence pour les échanges avec les États-Unis et les pays anglophones, les quotients de localisation montrent que la francophonie en Ontario encourage les échanges avec les pays francophones. En utilisant les quotients de localisation des autres provinces, nous estimons que les exportations ontariennes vers les pays francophones auraient été inférieures de 58 M\$ et les importations, de 1,4 G\$. La différence entre les importations et les exportations s'explique par l'importation de produits pharmaceutiques en provenance de la Suisse. En 2017, près de 96 % des importations canadiennes de ces produits étaient destinées à l'Ontario. » Ils concluent (Conference Board, 2018, p. 30) que « [l']Ontario étant membre de l'OIF depuis peu, les retombées sur le commerce ne sont pas encore visibles. La participation de l'Ontario à l'OIF pourrait cependant créer de nouvelles occasions d'échanges pour la province. » La seconde étude du Conference Board analyse les bénéfices individuels du bilinguisme⁶. Elle confirme qu'il y a des bénéfices positifs, autant au Québec que dans les autres provinces, la connaissance des deux langues officielles accroît les perspectives sur le marché du travail.

⁴ Conference Board du Canada. 2018. *L'Ontario, le commerce et les avantages du bilinguisme anglais-français*. Préparé pour l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario. Ottawa : Conference Board du Canada. 48 pages.

<https://monassemblee.ca/wp-content/uploads/2018/05/MEP-bilinguisme-3.pdf>

⁵ <http://observatoire.francophonie.org/qui-parle-francais-dans-le-monde/>

⁶ The Conference Board of Canada. 2018. *Le bilinguisme anglais-français hors Québec : un portrait économique des bilingues au Canada*. Préparé pour l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne. Ottawa : The Conference Board of Canada. 70 pages. https://acufc.ca/wp-content/uploads/2019/01/Etude-Bilinguisme_Conference-Board_2018.11.pdf.

3. Profil du bilinguisme au Nouveau-Brunswick

Le Nouveau-Brunswick est la seule province canadienne officiellement bilingue. Dans cette troisième section, nous présentons un profil du bilinguisme au Nouveau-Brunswick, parfois en comparant avec la moyenne nationale, parfois en le comparant avec les autres provinces et territoires. En utilisant les données les plus récentes (ex : le recensement de 2016), nous présentons le bilinguisme au niveau provincial, par catégorie d'âge, par niveau de scolarité et par secteur économique, en présentant les tendances depuis notre précédente étude.

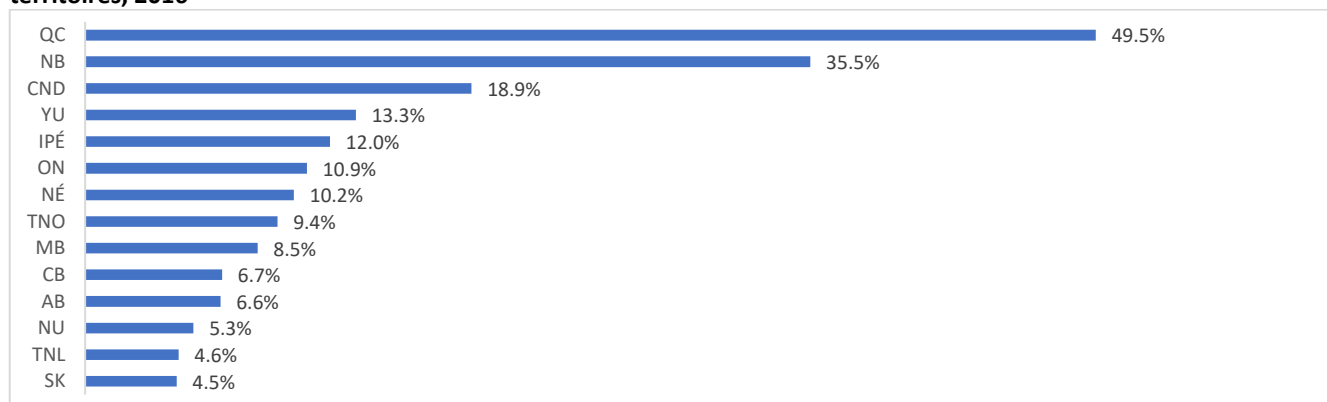
3.1 Pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français

Le Nouveau-Brunswick arrive – comme en 2011 – deuxième au sein des provinces canadiennes en ce qui a trait au pourcentage de la population adulte qui est bilingue. Il s'agit des individus ayant indiqué lors du recensement de Statistique Canada avoir une connaissance de l'anglais et du français (Figure 1). Le Québec arrive au premier rang avec près de la moitié de la population qui est bilingue (49,5 %). Le Nouveau-Brunswick, avec 35,5 % de sa population adulte qui est bilingue, se retrouve à environ le double de la moyenne nationale de 18,9 %. Le pourcentage d'adultes bilingues au Nouveau-Brunswick a augmenté de 1,1 % entre 2011 et 2016 (Figure 2).

Au Nouveau-Brunswick, 15,5 % des individus de langue maternelle anglaise sont bilingues (Figure 3), résultat bien supérieur à la moyenne canadienne. Le Nouveau-Brunswick se retrouve au second rang au sein des provinces canadiennes à cet égard. Bien que 72,4 % des Néo-brunswickois de langue maternelle française se déclarent bilingues, (Figure 4) un pourcentage bien au-delà de la moyenne nationale, ce pourcentage place la province à l'avant-dernier rang des provinces canadiennes. Quatre-vingt-onze virgule deux pour cent (91,2 %) des Néo-brunswickois qui sont de langue maternelle anglaise et française sont bilingues, soit légèrement au-dessus de la moyenne nationale (Figure 5). Finalement, 15,9 % des Néo-brunswickois de langue maternelle autre que l'anglais ou le français sont bilingues, ce qui est encore une fois au-dessus de la moyenne canadienne (Figure 6).

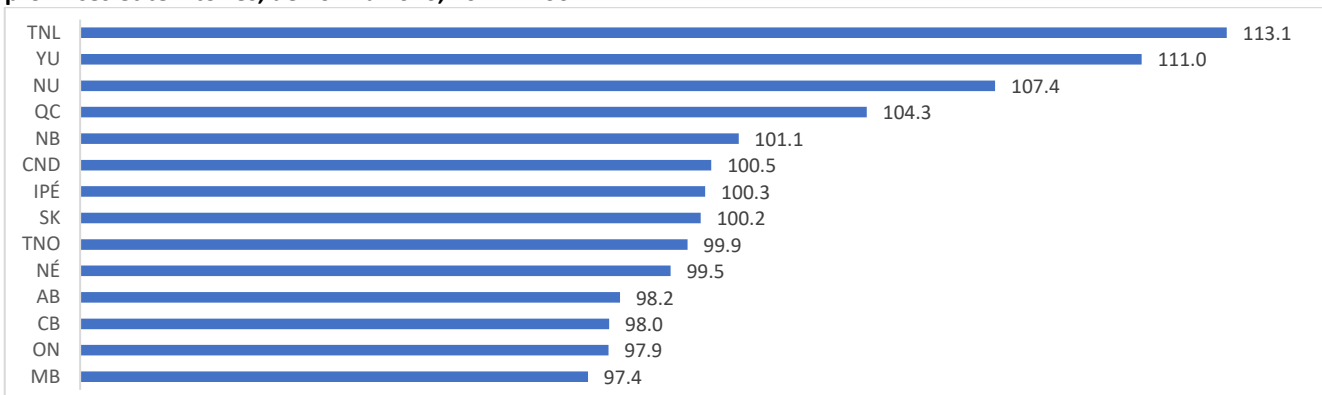
Le pourcentage de Néo-brunswickois avec le français comme langue maternelle qui sont bilingues a augmenté de 5,1 % entre 1996 et 2016, alors qu'il a augmenté de 11,4 % pour ceux dont la langue maternelle est l'anglais (Figures 7 et 8). Pour ceux dont les langues maternelles sont l'anglais et le français, le taux de bilinguisme a augmenté de 2 % (Figure 9) et pour ceux de langue maternelle autre que l'anglais ou le français, le pourcentage a légèrement diminué (Figure 10).

Figure 1 : Pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français, Canada, provinces et territoires, 2016



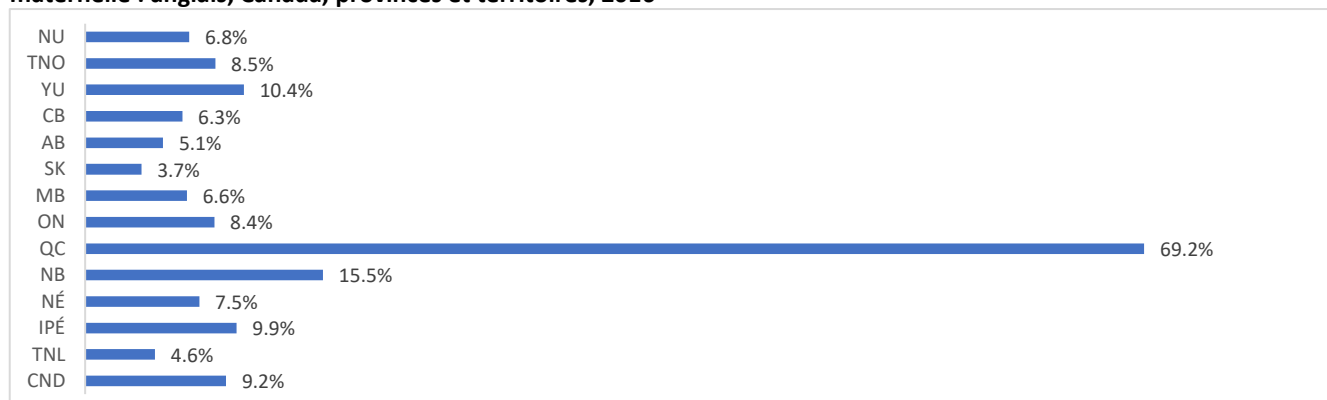
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 2 : Évolution du pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français, Canada, provinces et territoires, de 2011 à 2016, 2011 = 100



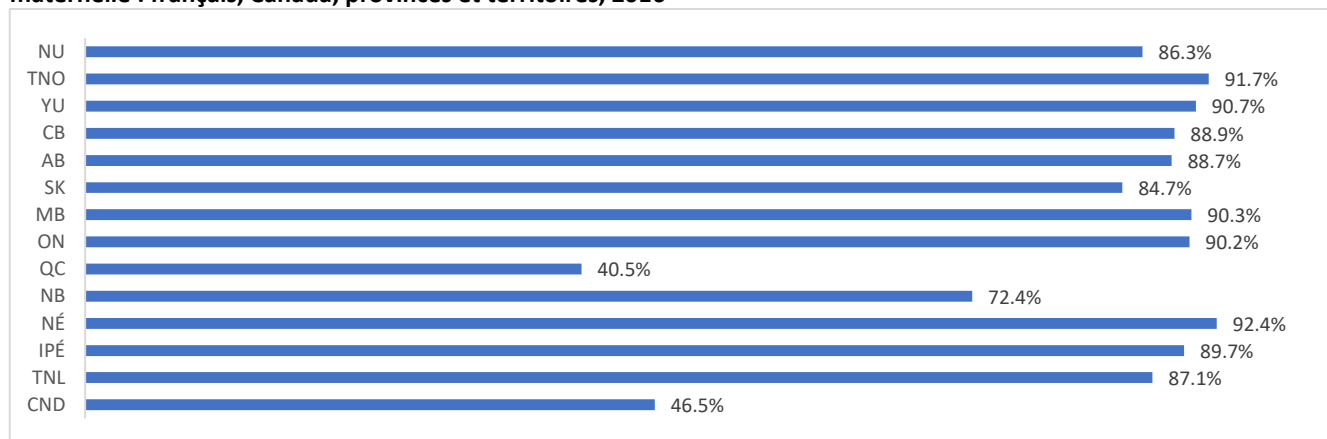
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016 et Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

Figure 3: Pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français selon la langue maternelle : anglais, Canada, provinces et territoires, 2016



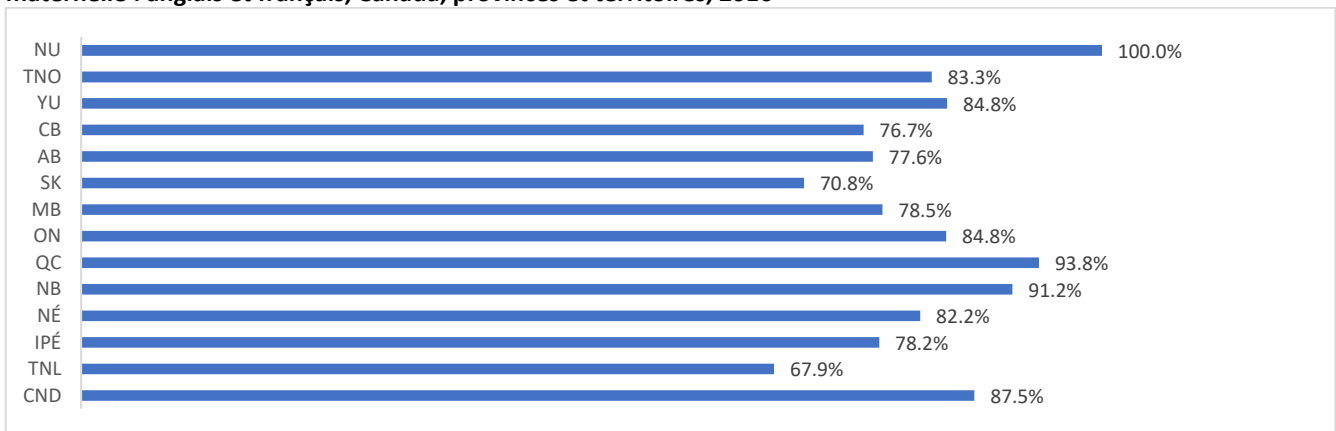
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 4 : Pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français selon la langue maternelle : français, Canada, provinces et territoires, 2016



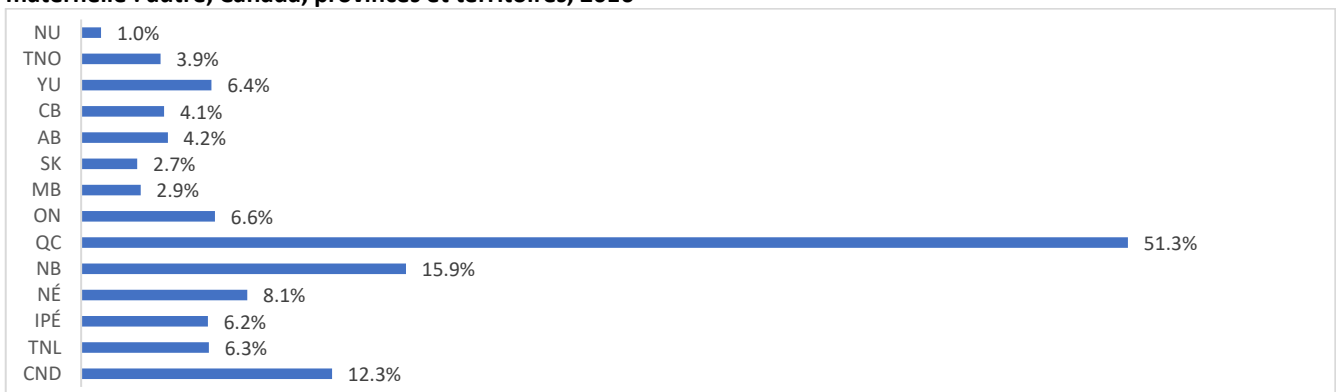
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 5 : Pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français selon la langue maternelle : anglais et français, Canada, provinces et territoires, 2016



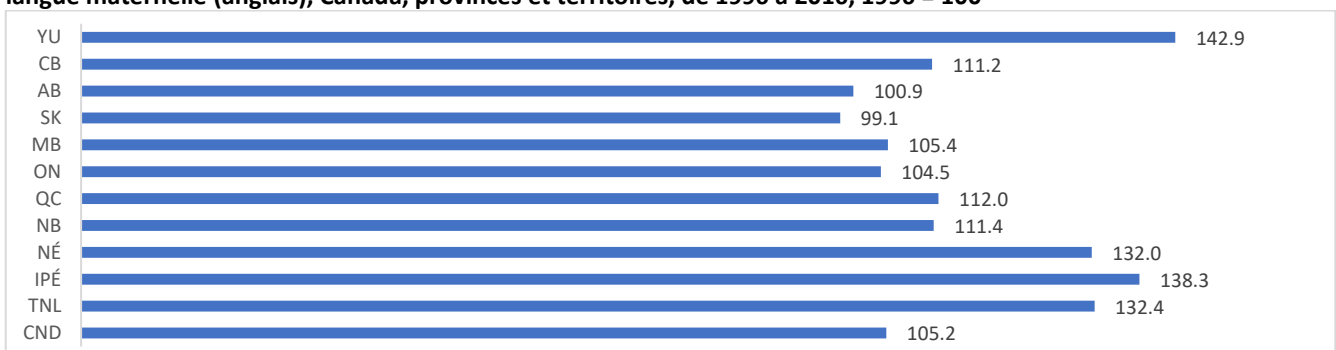
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 6 : Pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français selon la langue maternelle : autre, Canada, provinces et territoires, 2016



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 7 : Évolution du pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français selon la langue maternelle (anglais), Canada, provinces et territoires, de 1996 à 2016, 1996 = 100⁷



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016 et 1996

⁷ Les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ne sont pas inclus car le Nunavut fut créé en 1999 et nous n'avons pas de données individuelles pour 1996.

Figure 8 : Évolution du pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français selon la langue maternelle (français), Canada, provinces et territoires, de 1996 à 2016, 1996 = 100⁸



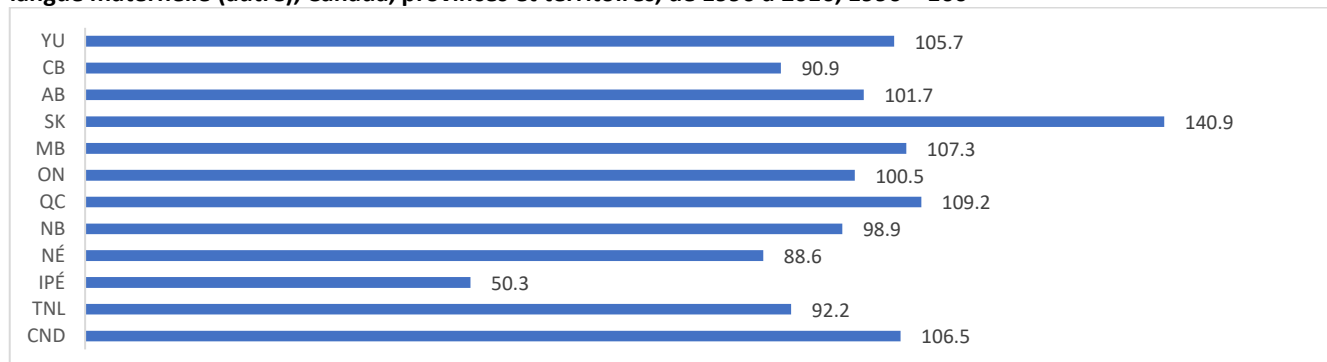
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016 et 1996

Figure 9 : Évolution du pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français selon la langue maternelle (anglais et français), Canada, provinces et territoires, de 1996 à 2016, 1996 = 100⁹



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016 et 1996

Figure 10 : Évolution du pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français selon la langue maternelle (autre), Canada, provinces et territoires, de 1996 à 2016, 1996 = 100¹⁰



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016 et 1996

⁸ Les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ne sont pas inclus car le Nunavut fut créé en 1999 et nous n'avons pas de données individuelles pour 1996.

⁹ Les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ne sont pas inclus car le Nunavut fut créé en 1999 et nous n'avons pas de données individuelles pour 1996.

¹⁰ Les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ne sont pas inclus car le Nunavut fut créé en 1999 et nous n'avons pas de données individuelles pour 1996.

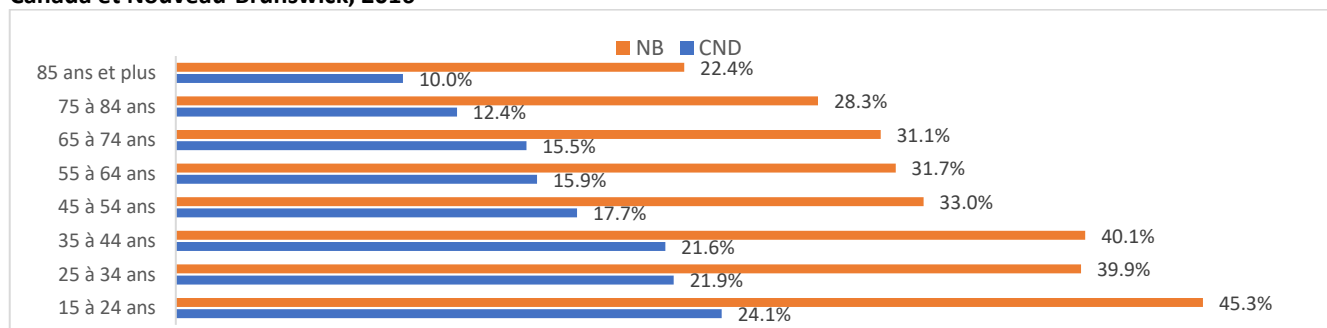
3.2 Bilinguisme en fonction de l'âge

La proportion de bilinguisme diminue en fonction de l'âge, autant au Nouveau-Brunswick qu'au Canada (Figure 11). Pour tous les groupes d'âge, le niveau de bilinguisme au Nouveau-Brunswick est généralement deux fois plus élevé qu'au Canada. Notons que le niveau de bilinguisme des Néo-Brunswickois de moins de 45 ans est supérieur à la moyenne provinciale, alors que c'est l'inverse pour les individus ayant plus de 45 ans. Ceci veut dire que le niveau de bilinguisme au Nouveau-Brunswick continuera à croître.

Le pourcentage de bilinguisme par catégorie d'âges a généralement augmenté entre 2011 et 2016 (Figure 12). Les deux exceptions sont les catégories d'âge entre 55 et 64 ans et entre 25 et 34 ans. Lorsque l'on compare ces résultats avec ceux de l'étude de 2015, nous avons des résultats consistants. Dans la précédente étude, les exceptions étaient pour les groupes d'âge entre 45 et 54 ans et entre 15 et 24 ans. Nous avons donc deux cohortes avec un niveau de bilinguisme inférieur aux cohortes précédentes.

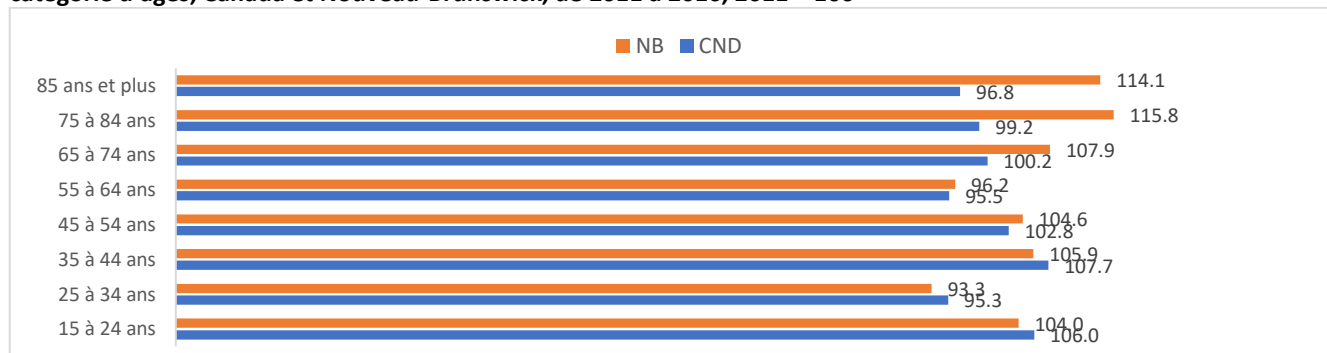
Le pourcentage de Néo-Brunswickois avec l'anglais comme langue maternelle et étant bilingue est beaucoup plus élevé pour les cohortes plus jeunes (Figure 13). Entre 10 et 25 ans, environ le tiers sont bilingues. Le pourcentage diminue à environ 20 % entre 25 et 44 ans et diminue encore plus pour les groupes plus âgés. Pour les Néo-Brunswickois de langue maternelle française, le pourcentage est plus élevé pour tous les groupes d'âge (Figure 14).

Figure 11 : Pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français par catégorie d'âges, Canada et Nouveau-Brunswick, 2016



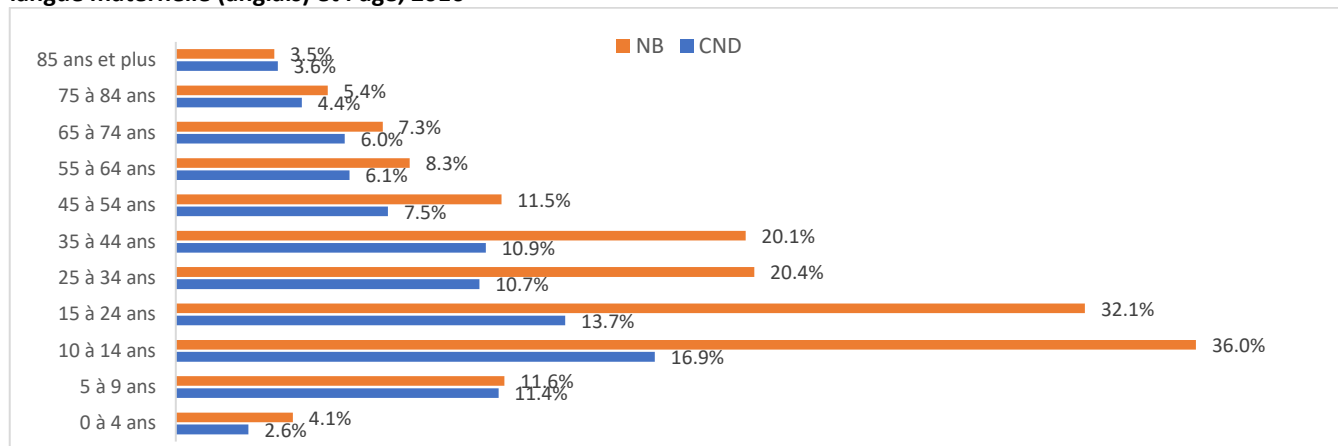
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 12 : Évolution du pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français par catégorie d'âges, Canada et Nouveau-Brunswick, de 2011 à 2016, 2011 = 100



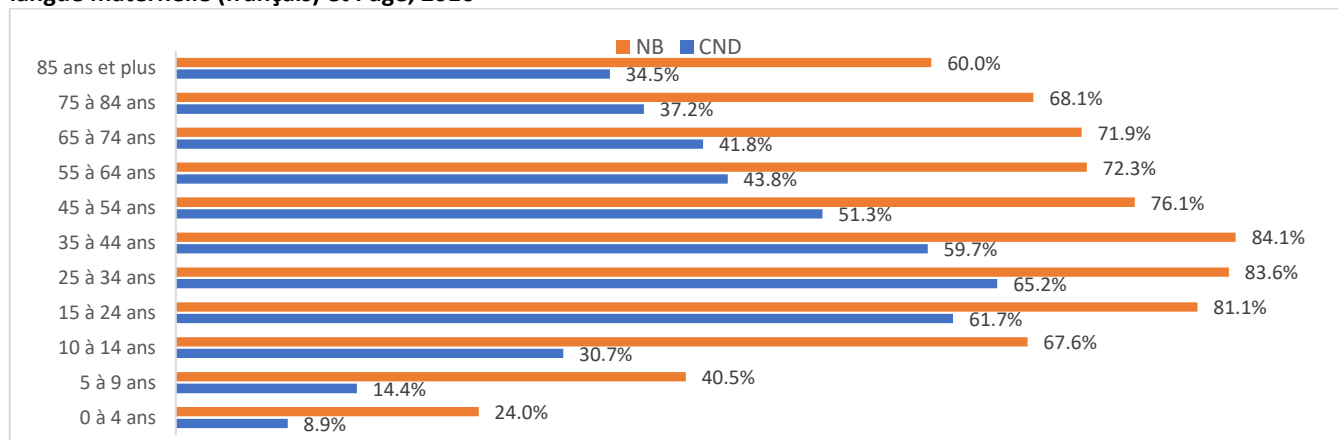
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016 et Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

Figure 13 : Évolution du pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français selon la langue maternelle (anglais) et l'âge, 2016



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016

Figure 14 : Évolution du pourcentage de la population adulte ayant une connaissance de l'anglais et du français selon la langue maternelle (français) et l'âge, 2016

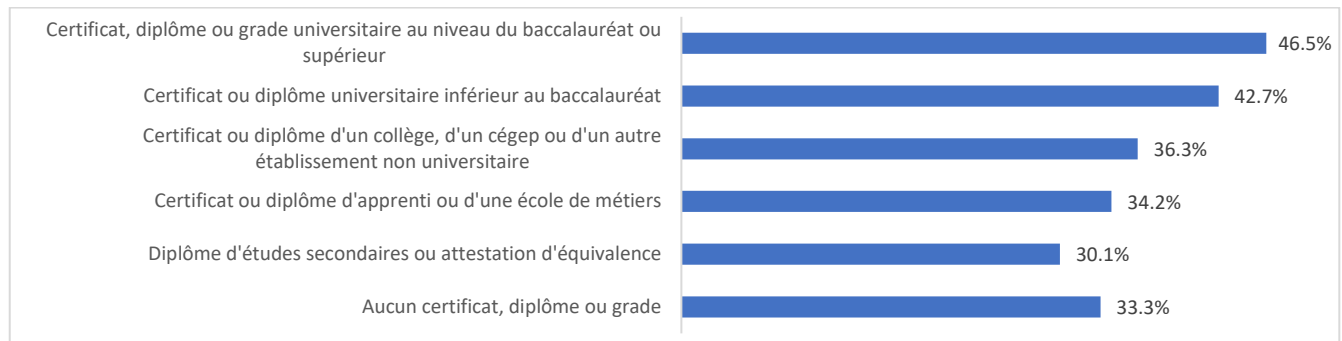


Source : Statistique Canada, Recensement, 2016

3.3 Bilinguisme en fonction du niveau de scolarité

Pour 2016, comme en 2011, le taux de bilinguisme est généralement corrélé avec le niveau de scolarité (Figure 15). Les niveaux de scolarité plus élevés ont les taux de bilinguisme les plus élevés. Encore une fois, l'exception est pour le groupe des adultes sans certificat, diplôme ou grade, qui a un niveau supérieur de bilinguisme au groupe ayant un diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence. Le taux de bilinguisme au sein de ce groupe sans certificat, diplôme ou grade est plus de deux fois et demie supérieur à la moyenne nationale (Figure 16).

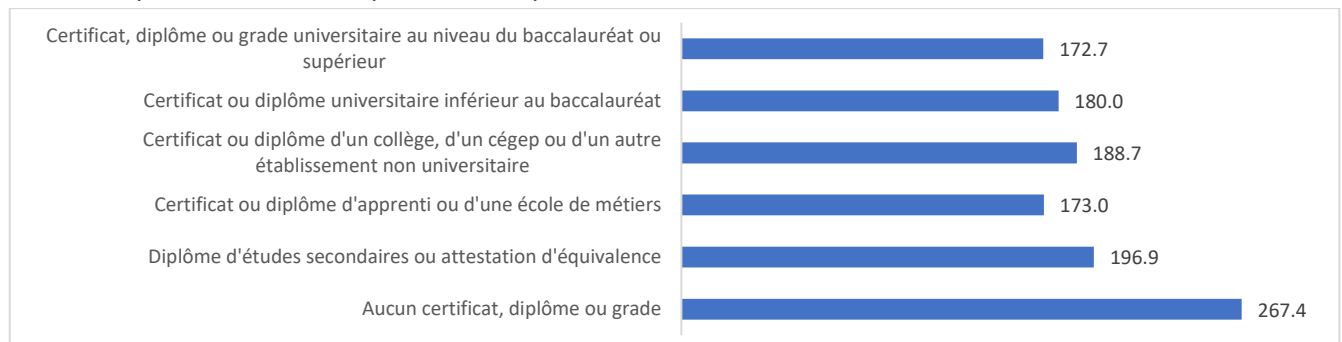
Figure 15 : Pourcentage des adultes (15 ans et plus) ayant une connaissance de l'anglais et du français selon le niveau de scolarité, Nouveau-Brunswick, 2016



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

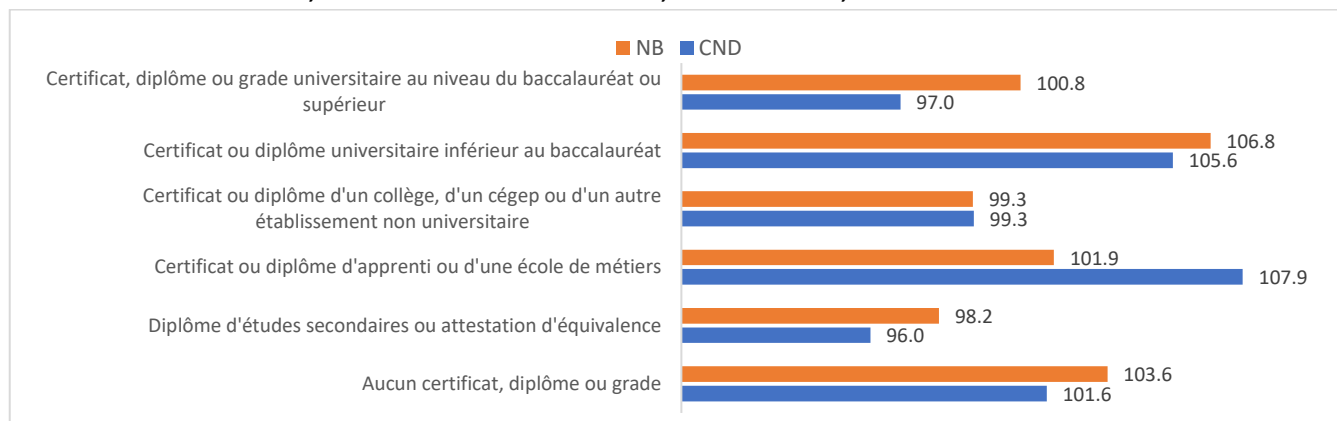
Entre 2011 et 2016, le pourcentage d'adultes bilingues, en fonction de leur niveau de scolarité, a fluctué autant au Nouveau-Brunswick qu'au Canada (Figure 17). Au Nouveau-Brunswick, il a augmenté de manière importante pour ceux ayant un certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat, pour ceux sans certificat, diplôme ou grade et, d'une proportion moindre, pour ceux avec certificat ou diplôme d'apprenti d'une école de métiers, ou ceux avec un certificat, diplôme ou grade universitaire au niveau du baccalauréat ou supérieur. Il a diminué pour ceux avec un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire, ou avec un diplôme d'études secondaires ou d'attestation d'équivalence. Nous constatons que le Nouveau-Brunswick offre aux employeurs potentiels un bassin important de travailleurs bilingues qualifiés. La tendance canadienne n'est généralement pas très différente de la tendance néo-brunswickoise, bien que dans toutes les catégories, le Nouveau-Brunswick ait une proportion de travailleurs bilingues bien plus élevée.

Figure 16 : Pourcentage des adultes (15 ans et plus) ayant une connaissance de l'anglais et du français selon le niveau de scolarité, Nouveau-Brunswick, Canada = 100, 2016



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 17 : Évolution du pourcentage des adultes (15 ans et plus) ayant une connaissance de l'anglais et du français selon le niveau de scolarité, Canada et Nouveau-Brunswick, de 2011 à 2016, 2011 = 100

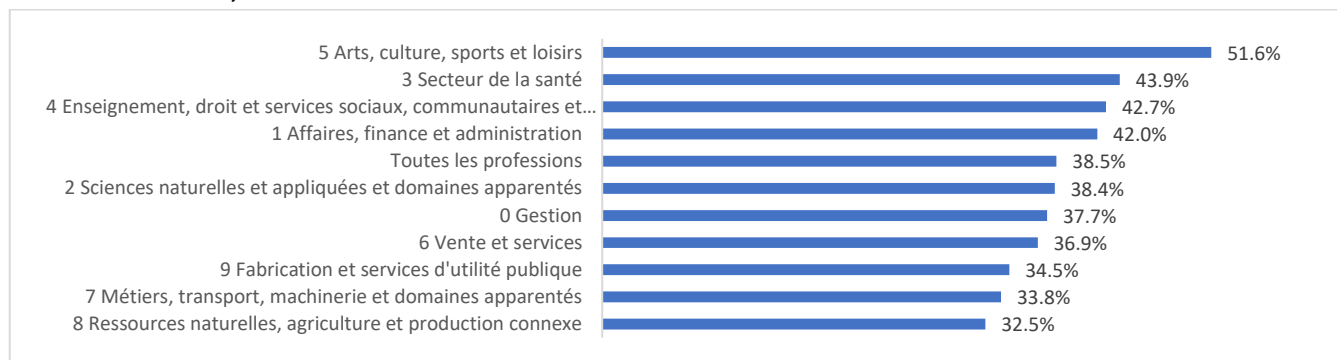


Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

3.4 Bilinguisme en fonction de la profession

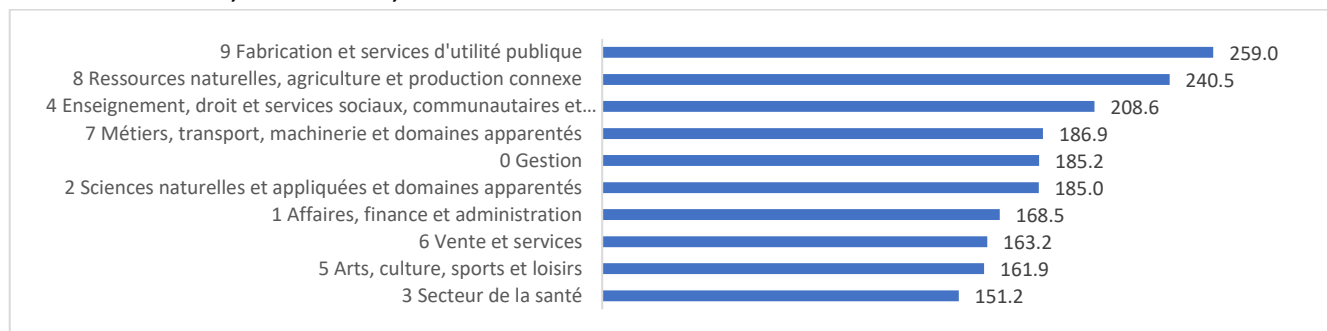
La proportion de travailleurs bilingues varie selon les professions (Figure 18). Dans les arts, la culture, les sports et les loisirs, plus de la moitié des travailleurs (51,6 %) sont bilingues, alors qu'environ le tiers est bilingue dans les ressources naturelles, l'agriculture et la production connexe (32,5 %), les métiers, le transport, la machinerie et les domaines apparentés (33,8 %) et la fabrication et les services d'utilité publique (34,5 %). Il est intéressant de noter que, comparativement à la moyenne nationale, ces trois catégories ont une proportion de travailleurs bilingues beaucoup plus élevée au Nouveau-Brunswick (Figure 19). Le secteur de la santé est un secteur où la différence entre la proportion au Nouveau-Brunswick et le Canada est la plus basse, mais représente 51,2 %. Nous constatons qu'il y a eu des fluctuations entre 2011 et 2016 au Nouveau-Brunswick, mais que ces fluctuations suivent généralement les tendances nationales (Figure 20).

Figure 18 : Pourcentage des adultes (15 ans et plus) ayant une connaissance de l'anglais et du français selon la profession, Nouveau-Brunswick, 2016



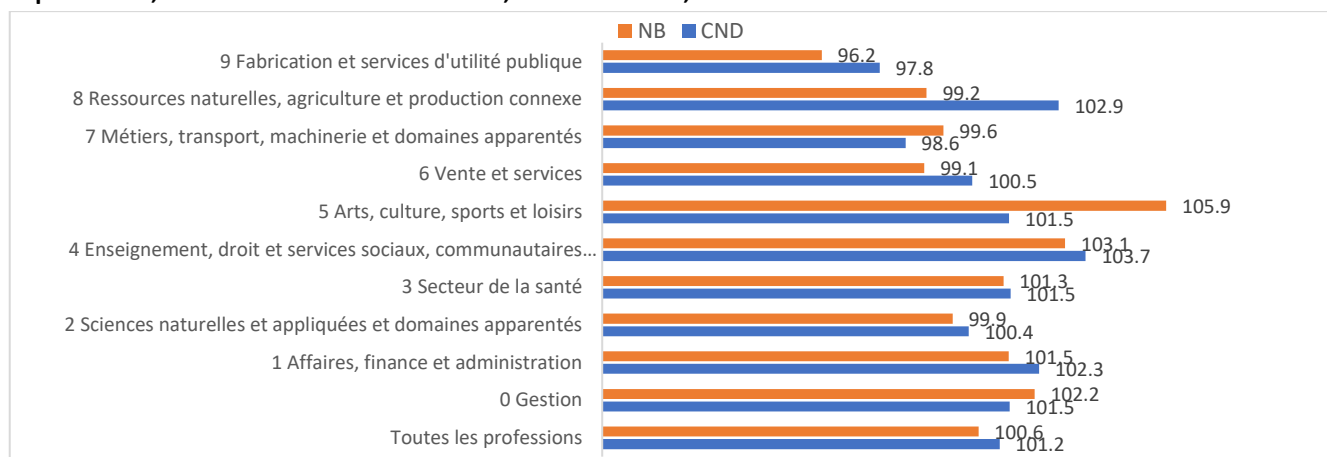
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 19 : Pourcentage des adultes (15 ans et plus) ayant une connaissance de l'anglais et du français selon la profession, Nouveau-Brunswick, Canada = 100, 2016



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 20 : Évolution du pourcentage des adultes (15 ans et plus) ayant une connaissance de l'anglais et du français selon la profession, Canada et Nouveau-Brunswick, de 2011 à 2016, 2011 = 100



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016 et Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

3.5 Bilinguisme en fonction des secteurs économiques

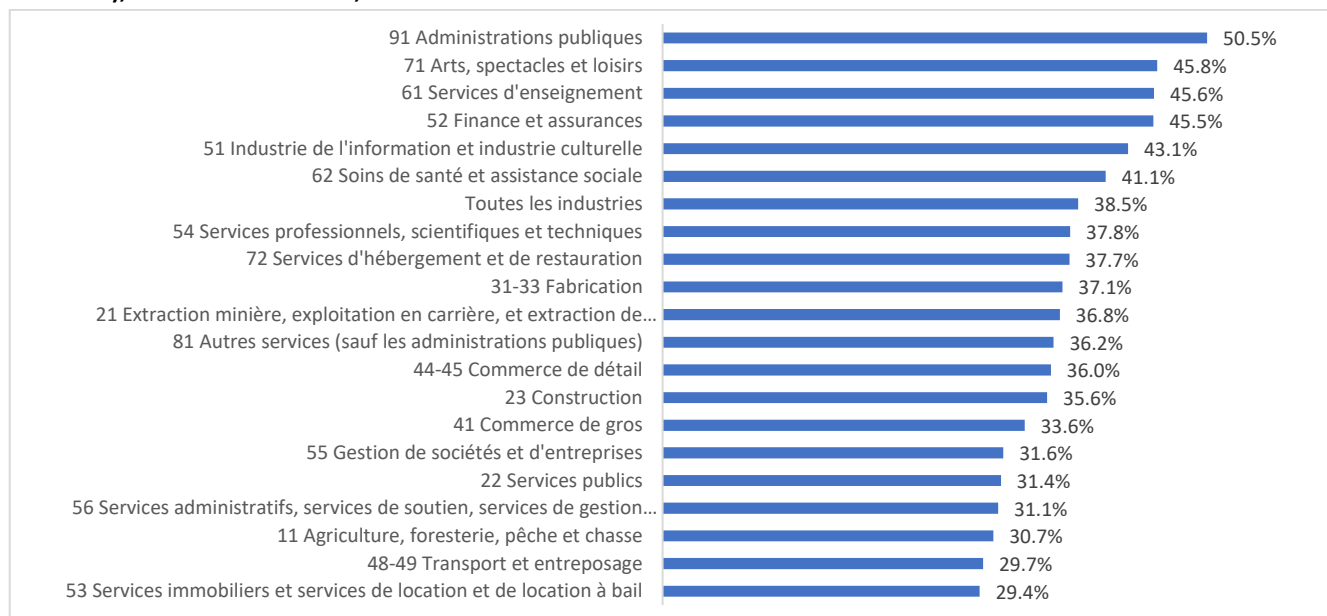
Comme c'était le cas pour les professions, les résultats pour les secteurs varient en ce qui a trait à la proportion de travailleurs bilingues (Figure 21). Six des 20 secteurs économiques au Nouveau-Brunswick (codes à deux chiffres du SCIAN¹¹) ont une proportion de travailleurs bilingues supérieure à la moyenne provinciale (38,5 %). Il s'agit d'administration publique (50,5 %), d'arts, spectacles et loisirs (45,8 %), de services d'enseignement (45,6 %), de finances et assurance (45,5 %), d'industrie de l'information et industrie culturelle (43,1 %), et de soins de santé et assistance sociale (41,1 %). Agriculture, foresterie, pêche et chasse (30,7 %),

¹¹ Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) est un « [...] système de classification des industries qui a été conçu par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis. Créé avec comme toile de fond l'Accord de libre-échange nord-américain, le SCIAN vise à fournir des définitions communes de la structure industrielle des trois pays, ainsi qu'un cadre statistique commun pour faciliter l'analyse des trois économies. [...] Sa structure est hiérarchique. Au niveau le plus élevé [codes à deux chiffres], l'économie s'y trouve divisée en 20 secteurs. Les niveaux inférieurs comportent des distinctions entre les différentes activités économiques dans lesquelles sont engagées les entreprises. » <http://www.statcan.gc.ca/subjects-sujets/standard-norme/naics-scian/2012/introduction-fra.htm>

transport et entreposage (29,7 %) et services immobiliers et services de location (29,4 %) sont les secteurs avec les plus faibles proportions de travailleurs bilingues.

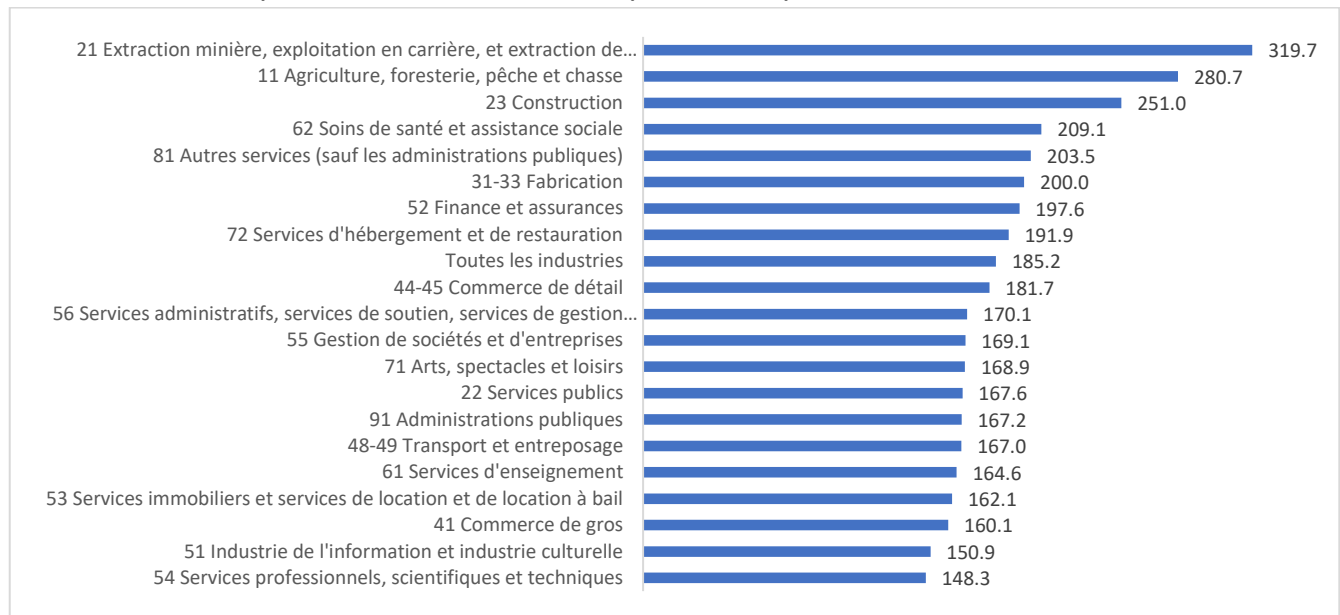
Comparativement à la moyenne canadienne, le Nouveau-Brunswick a proportionnellement plus de travailleurs bilingues dans tous les secteurs (codes à deux chiffres du SCIAN) (Figure 22). Comme nous l’avons indiqué plus tôt, il s’agit d’une caractéristique attrayante pour les employeurs existants et potentiels. Le secteur qui a la proportion de travailleurs bilingues la plus élevée – comparativement à la moyenne nationale – est celui de l’extraction minière, l’exploitation de carrières, et l’extraction de pétrole et de gaz, suivi de l’agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse, ainsi que la fabrication. L’analyse basée sur les données des codes à trois chiffres du SCIAN (Figure 33 à l’annexe A) confirme ce résultat d’un taux relativement élevé de travailleurs bilingues dans le secteur de l’extraction de pétrole et de gaz, soit près de cinq fois la moyenne canadienne. Cette situation pourrait être attribuable, du moins en partie, au nombre élevé de francophones qui se rendent dans l’Ouest canadien pour travailler dans ce secteur.

Figure 21 : Pourcentage d’employés ayant une connaissance de l’anglais et du français par secteur (codes à deux chiffres du SCIAN), Nouveau-Brunswick, 2016



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 22 : Concentration relative d'employés ayant une connaissance de l'anglais et du français par secteur (codes à deux chiffres du SCIAN), Nouveau-Brunswick vs Canada (Canada = 100), 2016



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Administrations publiques au Nouveau-Brunswick : pas le plus haut taux relatif de travailleurs bilingues

Comme le Nouveau-Brunswick est la seule province officiellement bilingue au pays, on pourrait croire que le taux de bilinguisme est beaucoup plus élevé que la moyenne nationale dans le secteur des administrations publiques. Comme ce fut le cas pour notre étude précédente, nous constatons que le pourcentage est inférieur à la moyenne provinciale, lorsque nous le comparons à la moyenne nationale (Figure 22). En effet, dans 13 des 19 secteurs (autres que celui des administrations publiques), on trouve un taux de bilinguisme plus élevé, quand on compare le taux au Nouveau-Brunswick avec celui de l'ensemble du Canada, que dans le secteur des administrations publiques.

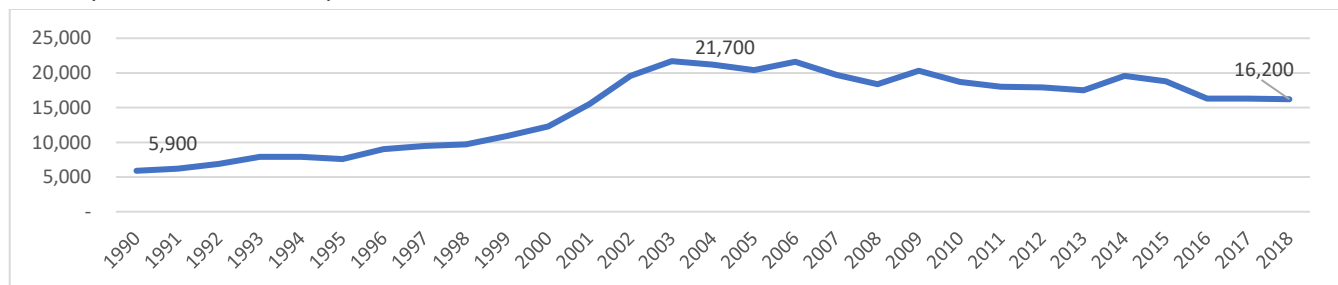
4. Les avantages économiques du bilinguisme

Le Nouveau-Brunswick profite de nombreux avantages économiques en raison de son statut de province officiellement bilingue. On constate des effets positifs sur le plan de l'attraction des investissements, du commerce, du tourisme et de l'immigration. La présente section décrit certains avantages économiques du bilinguisme, tandis que la section 5 présente les possibilités offertes par le bilinguisme pour soutenir le développement économique de la province au cours des prochaines années.

4.1 Le bilinguisme et la venue de centres de contact avec la clientèle et de soutien administratif d'entreprises nationales

En mai 2017, TD annonçait l'ouverture d'un nouveau centre de contact avec la clientèle à Dieppe¹². Il a ouvert ses portes en janvier 2019¹³. Ce centre aura 1 015 emplois, 575 d'entre eux seront des emplois de contact avec la clientèle et 440 seront des « emplois hautement qualifiés du domaine de la finance ». Nous espérons et avons prédit cette tendance dans notre étude de 2015. Bien que très importante, cette annonce n'est pas une première pour la province, mais illustre une tendance croissante vers une augmentation du « niveau de compétence » requis. Dans les années 1990, la main-d'œuvre bilingue du Nouveau-Brunswick, un excellent réseau de télécommunications et des coûts d'exploitation très concurrentiels ont fait en sorte que plus de 40 centres de contact avec la clientèle et de soutien administratif d'entreprises nationales et internationales, comme ExxonMobil, Xerox, IBM, FedEx, UPS, RBC, TD Assurance, Unilever et SNC-Lavalin, ont ouvert leurs portes dans la province. Le secteur économique qui regroupe la plupart des centres de contact avec la clientèle et de soutien administratif est celui des « services aux entreprises, des services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien ». Entre 1990 et 2003, ce secteur a créé près de 16 000 emplois au Nouveau-Brunswick (Figure 23). La part provinciale du secteur a augmenté de 1,9 % en 1990 passant à 3,6 % en 2003. À la suite de regroupements et des changements technologiques, le nombre d'emplois a diminué, mais comme nous pouvons le constater avec l'ouverture du centre TD à Dieppe, le secteur est toujours très important pour l'économie provinciale.

Figure 23 : Emplois dans le secteur des services aux entreprises, des services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien, Nouveau-Brunswick, 1990 à 2018



Source : Statistique Canada, Tableau 14-10-0023-01

¹² <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/new-brunswick-says-new-td-call-centre-in-moncton-will-create-575-jobs/article35099531/>

¹³ <https://huddle.today/new-td-centre-in-dieppe-will-open-in-january-with-150-employees/>

Comme ce fut le cas pour l'enquête nationale auprès des ménages de 2011, le recensement de 2016 représente une autre source de données afin d'illustrer l'importance de ce secteur pour le Nouveau-Brunswick. Il y avait, en 2016, 10 775 personnes qui ont indiqué travailler comme représentant.e.s du service à la clientèle et de l'information. En fonction de la taille de notre économie, aucune autre province n'avait une présence plus importante, soit plus de 60 % de plus que la moyenne nationale (Figure 24).

Dans notre étude de 2015, nous avons plusieurs citations soulignant l'importance du bilinguisme comme facteur expliquant pourquoi ces firmes ont choisi le Nouveau-Brunswick. Nous les présentons encore une fois, en ajoutant une citation liée à l'annonce de TD à Dieppe :

« Le bilinguisme est extrêmement important au Canada. Ça nous donne une très grande flexibilité d'avoir une main-d'œuvre bilingue et nous apporte beaucoup d'options. Nous faisons affaire avec nos clients dans plusieurs langues, mais les principaux sont l'anglais », a dit [Colleen Johnston, haute dirigeante de TD]¹⁴. »

« Pour offrir un service qui comble les besoins des clients de toutes les régions du Canada, il faut un personnel dévoué, capable et bilingue. ING DIRECT a trouvé cette main-d'œuvre à Moncton, au Nouveau-Brunswick, où elle a établi en juillet 2011 un centre d'appels, le premier du groupe au Canada atlantique¹⁵. »

Derek Vanstone, vice-président à la stratégie de l'entreprise et aux affaires gouvernementales chez Air Canada, indiquait qu'une des principales raisons pour l'expansion du centre de Saint John en 2014 était la possibilité de bien servir les clients en anglais et en français partout au Canada. Il a dit : « Nous sommes très heureux d'accroître l'effectif de notre centre d'appels de service à la clientèle à Saint John et nous sommes fiers des services de haute qualité que nos employés ont fournis à nos clients au cours des 15 dernières années. » Il a ajouté : « Il s'agit d'une excellente nouvelle pour nos clients, car nous continuons d'améliorer nos temps de réponse et nos niveaux de service bilingue¹⁶. »

« Situé à Moncton, le centre de contact avec la clientèle [de RBC] est le plus grand en son genre au Canada atlantique, avec 800 employés chargés de fournir aux clients des conseils ainsi qu'un soutien en matière de ventes et de services, et ce, dans les deux langues officielles¹⁷. »

« ... le président et chef de la direction de Rogers Câble, John Tory, a invoqué la présence d'une main-d'œuvre bilingue pour expliquer le nouvel investissement de son entreprise [centre de contact avec la clientèle de 600 emplois] à Moncton...¹⁸ »

¹⁴ <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2017/05/24/banque-creerait-575-emplois-a-moncton/>

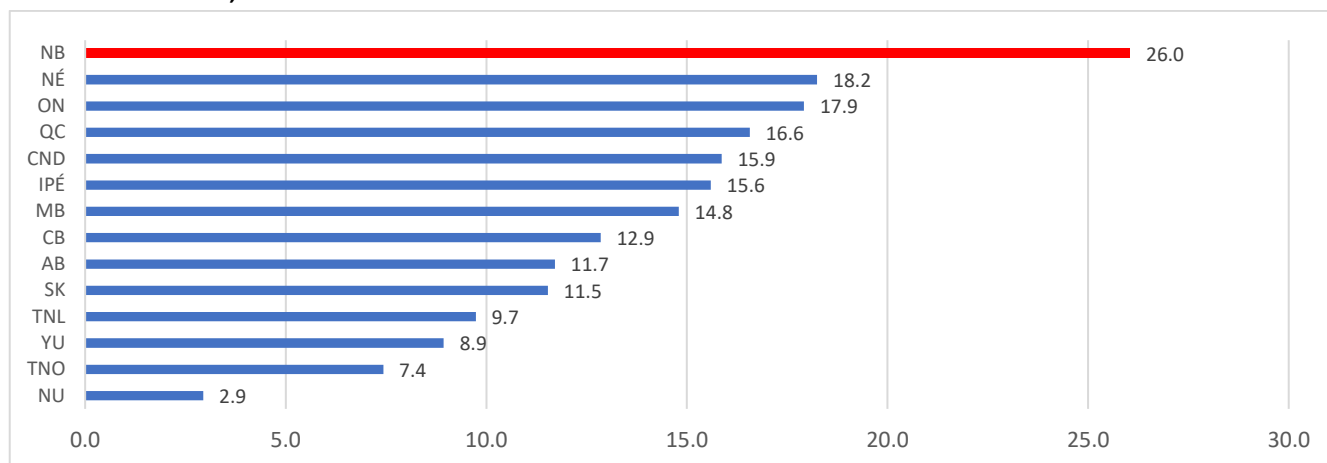
¹⁵ Investir NB. 2014. *ING Direct*. Études de cas. <http://investnb.ca/fr/etudes-de-cas/ing-direct-2/>

¹⁶ Investir NB. 2014. *Air Canada embauchera des employés additionnels à son centre d'appels de service à la clientèle à Saint John*. <http://investnb.ca/fr/nouvelles-rapports/air-canada-embauchera-des-employes-additionnels-son-centre-dappels-de-service-la-clientele-saint-john/>

¹⁷ Investir NB. 2014. *La Banque Royale du Canada*. Études de cas. <http://investnb.ca/fr/etudes-de-cas/royal-bank-canada/>

¹⁸ Ricard, Philippe. 2002. « Rogers créera 600 emplois à Moncton. » *L'Acadie Nouvelle*. 13 février 2002, p. 5.

Figure 24 : Représentants/représentantes du service à la clientèle et de l'information (CNP 655) par 1 000 personnes dans le marché du travail, 2016



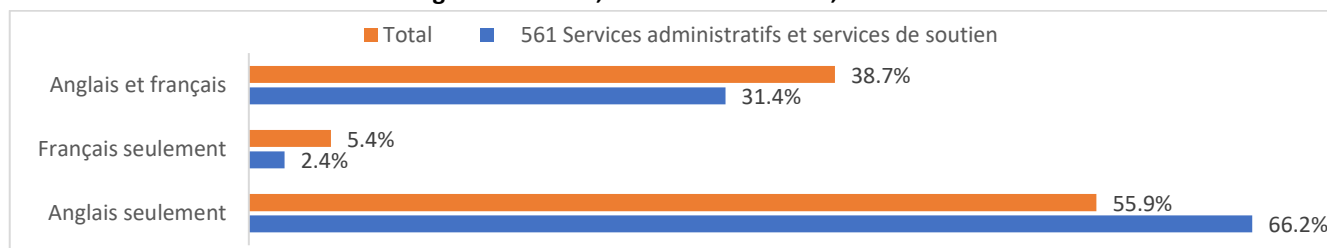
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Il est important de noter que, même si ces entreprises ont été attirées au Nouveau-Brunswick en partie par le bilinguisme de la main-d'œuvre provinciale, elles n'ont pas besoin d'avoir une main-d'œuvre majoritairement bilingue : « Tout comme il n'est pas nécessaire que tous les employés parlent français, ils n'ont pas tous besoin de pouvoir parler anglais¹⁹. » [Traduction] En fait, plusieurs n'ont besoin que de 25 à 30 % d'employés bilingues, ce qui veut dire que des Néo-Brunswickois ne pouvant pas parler français ont également bénéficié directement des retombées économiques du bilinguisme.

La figure 25 montre la distribution des emplois du secteur des services administratifs et des services de soutien (SCIAN 561²⁰) en fonction de la connaissance des langues officielles. Des 15 205 personnes travaillant dans le secteur, 10 065 ne parlent que l'anglais et 360 uniquement le français, tandis que 4 780 personnes ont indiqué connaître l'anglais et le français, soit 31,4 % du total.

Un pourcentage important des 10 065 travailleurs du secteur parlant seulement l'anglais n'aurait pas d'emploi si l'entreprise n'avait pas été attirée au Nouveau-Brunswick.

Figure 25 : Emplois dans le secteur SCIAN 561 Services administratifs et services de soutien et total de tous les secteurs, en fonction de la connaissance des langues officielles, Nouveau-Brunswick, 2016



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

¹⁹ Foster, James. 2007. « Students bridge language barrier. » *Times & Transcript*. 30 juin 2007, p. B1.

²⁰ Les services d'enquête et de sécurité et les services relatifs aux bâtiments et aux logements sont des exemples de sous-secteurs que l'on trouve dans SCIAN 561, en plus des centres de contact avec la clientèle.

Tableau 1 : Revenus d'exportations, secteur Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, par personne, 2015²¹

	Revenus d'exportations interprovinciales <u>par personne</u>	Revenu d'exportations internationales <u>par personne</u>	Revenus d'exportations totales par personne	Canada = <u>100</u>
Canada	696 \$	403 \$	1 100 \$	-
Terre-Neuve-et-Labrador	367 \$	71 \$	438 \$	39,8
Île-du-Prince-Édouard	1 041 \$	101 \$	1 142 \$	103,9
Nouvelle-Écosse	367 \$	272 \$	639 \$	58,1
Nouveau-Brunswick	2 005 \$	168 \$	2 173 \$	197,6
Québec	524 \$	342 \$	865 \$	78,7
Ontario	780 \$	652 \$	1 432 \$	130,2
Manitoba	616 \$	158 \$	775 \$	70,4
Saskatchewan	609 \$	111 \$	720 \$	65,5
Alberta	965 \$	112 \$	1 077 \$	97,9
Colombie-Britannique	449 \$	292 \$	741 \$	67,4

Source : Statistique Canada, Tableau 12-10-0088-01

L'emploi n'est pas la seule source de données pour illustrer l'importance de ce secteur. Les données relatives aux exportations interprovinciales et internationales publiées par Statistique Canada révèlent que le secteur a eu un impact positif sur le commerce de services pour la province. En 2015, l'année la plus récente pour laquelle les données sont disponibles, le secteur des services administratifs, des services de soutien, des services de gestion des déchets et services d'assainissement a généré des revenus découlant des exportations interprovinciales de 1,5 milliard de dollars. Le secteur a généré des revenus additionnels de 128 millions de dollars par le biais des exportations internationales, pour un revenu total de 1,65 milliard de dollars.

Si l'on tient compte de la taille de la population, le Nouveau-Brunswick génère deux fois plus de revenus d'exportation de ce secteur que la moyenne nationale (Tableau 1). Si l'on cible les revenus provenant des exportations interprovinciales, on constate que le Nouveau-Brunswick génère trois fois plus de revenus que la moyenne nationale. Aucune autre province ne rivalise avec la performance du Nouveau-Brunswick sur le chapitre des revenus d'exportations, en fonction de sa taille, pour le secteur des services administratifs et des services de soutien.

4.2 Le bilinguisme et les retombées économiques régionales au Nouveau-Brunswick

Une main-d'œuvre bilingue a été utilisée pour créer de nouvelles opportunités d'emplois partout au Nouveau-Brunswick. En utilisant les données du recensement, nous pouvons voir que la plupart des centres urbains de la province ont une proportion d'emploi supérieure à la moyenne nationale pour les fonctions administratives. L'exception est Campbellton, qui se retrouve légèrement sous la moyenne canadienne (0,98) (Figure 26). Le quotient de localisation (QL) présente la concentration relative des emplois dans un secteur comparativement à une région de référence, souvent l'économie nationale, comme c'est le cas pour la présente analyse. Dans la figure 26, en combinant l'emploi dans les huit professions administratives du tableau 2, on peut établir un

²¹ Ce secteur comprend les « centres d'appels téléphoniques » (56142), et également des sous-secteurs comme les « agences d'évaluation du crédit » (56145), les « services d'emploi » (5613), les « services de préparation de voyages et de réservation » (5615) et les « services d'enquêtes et de sécurité » (5616).

quotient de localisation pour les sept centres urbains du Nouveau-Brunswick permettant de faire une comparaison avec le marché du travail pour l'ensemble du pays. Sur une base relative, Moncton a 72 % d'emplois de plus dans ces catégories que la moyenne nationale. Pour l'ensemble de la province, c'est 27 % de plus que la moyenne nationale. Les résultats du tableau 2 indiquent que 24 390 travailleurs travaillaient au Nouveau-Brunswick, en 2016, dans ces professions. Le tableau 3 présente les quotients de localisation pour chacun des huit groupes de professions pour le Nouveau-Brunswick et ses sept centres urbains.

Figure 26 : Quotient de localisation, Fonctions administratives, moyenne canadienne = 100, 2016 (Voir la liste des professions au tableau 2.)



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Tableau 2 : Emplois par professions – certaines professions où le bilinguisme représente un avantage clé, 2016*

Profession :	Nouveau-Brunswick	Moncton RMR	Saint John RMR	Fredericton AR	Bathurst AR	Miramichi AR	Campbellton (NB)	Edmundston AR
121 Superviseurs/superveuses de services administratifs	1845	560	300	200	25	60	35	35
1241 Adjoints administratifs/adjointes administratives	5785	1000	770	855	310	210	85	300
143 Finance, assurance et personnel de soutien administratif	4550	1220	835	680	225	145	50	90
1454 Intervieweurs/intervieweuses pour enquêtes et commis aux statistiques	640	115	80	70	20	25	10	15
2282 Agents/agentes de soutien aux utilisateurs	1375	305	390	285	35	45	10	25
5125 Traducteurs/traductrices, terminologues et interprètes	330	150	30	40	10	10	0	0
6551 Représentants/représentantes au service à la clientèle - institutions financières	1705	525	225	195	40	30	20	50
6552 Autres préposés/autres préposées aux services d'information et aux services à la clientèle.	<u>8160</u>	<u>2995</u>	<u>1965</u>	<u>970</u>	<u>250</u>	<u>355</u>	<u>90</u>	<u>185</u>
Total – Certaines professions	24390	6870	4595	3295	915	880	300	700

*Le recensement publie des niveaux d'emploi par tranche de 5.

Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Tableau 3 : Quotient de localisation pour certaines professions, 2016, Marché du travail canadien = 1,00

Profession :	Nouveau-Brunswick	Moncton RMR	Saint John RMR	Fredericton AR	Bathurst AR	Miramichi AR	Campbellton (NB)	Edmundston AR
121 Superviseurs/superviseuses de services administratifs	0,99	1,44	0,94	0,74	0,36	0,91	1,17	0,62
1241 Adjoints administratifs/adjointes administratives	1,12	0,93	0,88	1,14	1,60	1,16	1,03	1,91
143 Finance, assurance et personnel de soutien administratif	1,00	1,29	1,09	1,03	1,32	0,91	0,69	0,65
1454 Intervieweurs/intervieweuses pour enquêtes et commis aux statistiques	1,53	1,32	1,13	1,15	1,27	1,71	1,50	1,18
2282 Agents/agentes de soutien aux utilisateurs	1,54	1,64	2,57	2,20	1,04	1,44	0,70	0,92
5125 Traducteurs/traductrices, terminologues et interprètes	0,92	2,02	0,50	0,77	0,75	0,80	-	-
6551 Représentants/représentantes au service à la clientèle - institutions financières	1,09	1,61	0,85	0,86	0,68	0,55	0,80	1,05
6552 Autres préposés/autres préposées aux services d'information et aux services à la clientèle.	<u>1,85</u>	<u>3,26</u>	<u>2,62</u>	<u>1,51</u>	<u>1,51</u>	<u>2,29</u>	<u>1,28</u>	<u>1,38</u>
QL pour les huit professions	1,27	1,72	1,41	1,18	1,27	1,31	0,98	1,20

Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

4.3 Le bilinguisme et les industries langagières

Selon l'Association de l'industrie de la langue/Language Industry Association du Canada (AILIA), les industries langagières peuvent être divisées en trois groupes : la traduction (incluant l'interprétation), l'enseignement des langues et les technologies langagières²². Le Québec fait figure de chef de file dans ce secteur avec 49 % de l'ensemble des emplois dans le groupe professionnel CNP 5125 Traducteurs/traductrices, terminologues et interprètes au Canada. Il est suivi de l'Ontario avec 29,6 %. Toutefois, le Nouveau-Brunswick arrive au second rang derrière le Québec, si on tient compte de la taille des provinces – la seule province avec le Québec se retrouvant au-dessus de la moyenne nationale (Figure 27). Nous avons donc 420 personnes employées dans le groupe de professions CNP 5125 Traducteurs/traductrices, terminologues et interprètes.

Bien qu'elles ne figurent pas dans les chiffres précédents puisqu'elles sont associées à des universités, le Nouveau-Brunswick compte plusieurs organismes qui ont une importante composante langagière et ont une réputation nationale et internationale, générant ainsi des revenus d'exportation. Il s'agit de l'*Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques*²³, du *Centre de traduction et de terminologie juridique*²⁴ et de l'*Observatoire international des droits linguistiques*²⁵. Étant la seule province officiellement bilingue au pays, le Nouveau-Brunswick devrait avoir des résultats supérieurs à ce niveau. Nous devrions faire des efforts afin de créer une masse critique afin de développer une grappe de l'industrie langagière fondée sur notre avantage compétitif.

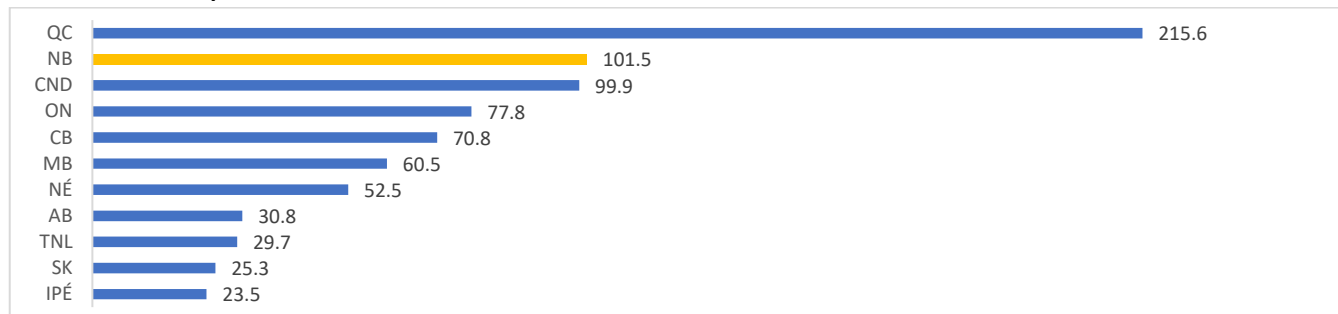
²² <https://www.ailia.ca/fr/lindustrie>

²³ <https://www.icrml.ca/fr/>

²⁴ <http://www.cttj.ca/>

²⁵ <https://www.droitslinguistiques.ca/>

Figure 27 : Traducteurs/traductrices, terminologues et interprètes (CNP 5125) par 100 000 personnes sur le marché du travail, Canada et provinces, 2016



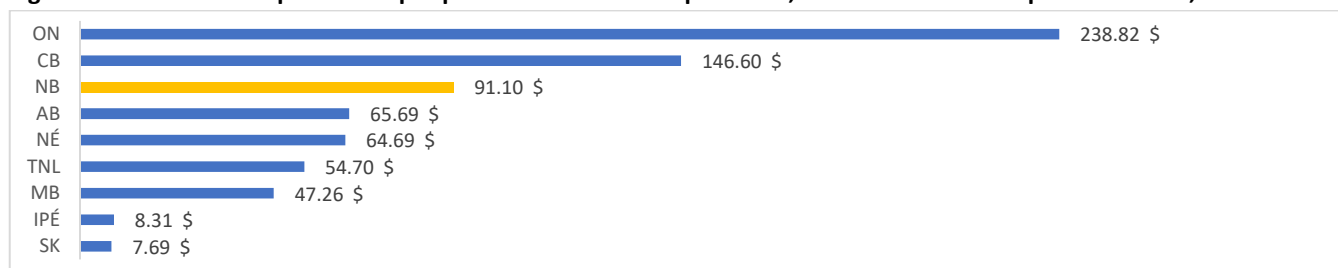
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

4.4 Le bilinguisme et l'exportation des services professionnels

La langue n'est pas seulement un service exportable, il s'agit également d'un outil utilisé par les exportateurs de biens et services « plus traditionnels ». Exporter sur des marchés où l'on partage une langue commune accroît les probabilités de succès²⁶. Une étude récente du Conference Board du Canada est arrivée à la conclusion que « le Canada bilingue échange beaucoup plus avec les pays francophones que le Canada moins bilingue²⁷. »

En 2015, le Nouveau-Brunswick arrive au dernier rang des provinces canadiennes pour ce qui est des revenus d'exportations interprovinciales sur le chapitre des services professionnels, tels que : architecture, génie et services connexes; services juridiques; publicité, relations publiques et services connexes. Par personne, les revenus d'exportations interprovinciales du Nouveau-Brunswick pour ce secteur ne sont même pas à 50 % de la moyenne nationale. En revanche, le Nouveau-Brunswick arrive au troisième rang parmi toutes les provinces pour les revenus d'exportation des services professionnels vers le Québec. Le bilinguisme de la province contribue clairement aux résultats pour le marché québécois.

Figure 28 : Revenus d'exportations par personne du marché québécois, secteur des services professionnels, 2015



Source : Statistique Canada, Tableau 12-10-0088-01

²⁶ Voir, par exemple, Conference Board du Canada. 2018. *L'Ontario, le commerce et les avantages du bilinguisme anglais-français*. Préparé pour l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario. Ottawa : Conference Board du Canada. 48 pages. <https://monassemblee.ca/wp-content/uploads/2018/05/MEP-bilinguisme-3.pdf> et Desjardins Pierre-Marcel. 2003. *Les exportations du Canada atlantique, sous l'angle des PME et des régions rurales*. Collection Maritimes. Moncton : Institut canadien de recherche sur le développement régional.

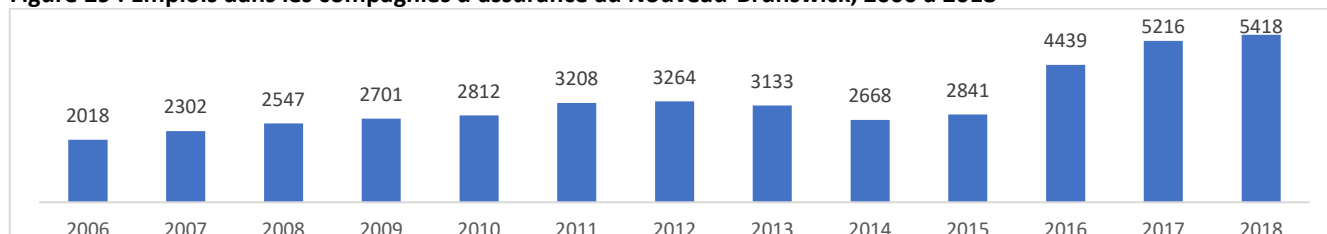
²⁷ Le Conference Board du Canada. 2013. *Le Canada, le bilinguisme et le commerce*. Rapport présenté au RDÉE Canada, à la CEDEC et à Industrie Canada, p. 36.

4.5 Miser sur le bilinguisme pour offrir des services d'assurance partout au pays

Le Nouveau-Brunswick attire un nombre croissant de centres de contact avec la clientèle et de soutien administratif du secteur de l'assurance depuis quelques années, en plus des entreprises qui ont leur bureau-chef dans la province, comme Medavie, Assomption Vie et Acadie Vie. Ces activités comprennent plus que les seuls centres de contact avec la clientèle et constituent ce qui pourrait être qualifié de grappe. La main-d'œuvre bilingue est l'une des principales raisons pour lesquelles des entreprises comme Co-operators à Moncton et TD Assurance à Saint John ont décidé de poursuivre leur croissance au Nouveau-Brunswick. Une étude du Bureau d'assurance du Canada publiée en 2011 révèle que 47 % des compagnies d'assurance du Nouveau-Brunswick généraient des revenus d'exportation, principalement en offrant des services de soutien à la clientèle et de soutien administratif à des clients partout au pays²⁸. Selon cette étude, quatre compagnies d'assurance du Nouveau-Brunswick ont indiqué que plus de 50 % de leurs employés servaient des clients de l'extérieur de la province. Un certain nombre d'entreprises affirment qu'elle gère au Nouveau-Brunswick le surplus de cas en provenance du Québec, de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Un sondage dans le cadre de cette étude demandait aux compagnies d'assurance de décrire l'avantage comparatif de leurs activités au Nouveau-Brunswick. La main-d'œuvre bilingue était une des principales raisons avancées pour justifier la croissance de leurs activités dans la province.

Être en mesure de servir les clients francophones est une raison importante pour laquelle les compagnies d'assurance ont augmenté leur main-d'œuvre dans la province de 168 % entre 2006 et 2018 (Figure 29).

Figure 29 : Emplois dans les compagnies d'assurance au Nouveau-Brunswick, 2006 à 2018



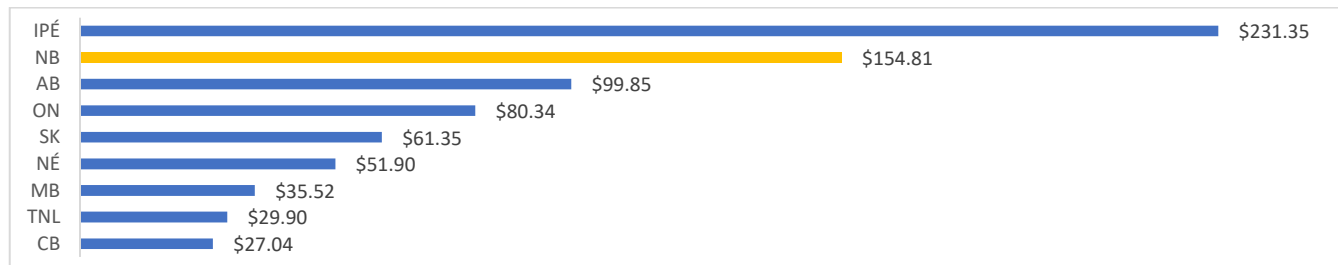
Source : Statistique Canada, Tableau 14-10-0202-01

4.6 Bilinguisme et tourisme

Les trois principales raisons pour lesquelles les touristes québécois visitent le Nouveau-Brunswick sont la géographie, les attractions touristiques uniques de la province et la possibilité d'être servis dans la langue de son choix. Par exemple, en 2015, le secteur de l'hébergement et des services de restauration a généré 154,81 \$ par personne du marché québécois, un montant annuel stable au cours des cinq dernières années. Ces résultats placent la province au second rang, après l'Île-du-Prince-Édouard (Figure 30). Les revenus par personne au Nouveau-Brunswick correspondent à près du double de ceux de l'Ontario, l'autre voisin du Québec, et à plus du triple de ceux de la Nouvelle-Écosse.

²⁸ Source : Bureau d'assurance du Canada. *New Brunswick's Insurance Industry: An Economic Growth Engine* (2011).

Figure 30 : Revenus d'exportations par personne du marché québécois – secteur de l'hébergement et des services de restauration, 2015



Source : Statistique Canada, Tableau 12-10-0088-01

4.7 Bilinguisme et éducation postsecondaire

Les établissements d'enseignement postsecondaire au Nouveau-Brunswick ne sont pas bilingues. Le fait d'avoir des établissements offrant des programmes en anglais ou en français représente néanmoins un potentiel intéressant pour attirer des étudiants. Qui plus est, un environnement bilingue est une caractéristique qui rend les établissements d'enseignement néo-brunswickois encore plus attrayants.

Le Nouveau-Brunswick se classe troisième parmi les provinces canadiennes en ce qui a trait aux exportations interprovinciales des services d'éducation par personne et cinquième pour les exportations internationales (Tableau 4). Le tiers des étudiants de la province viennent de l'extérieur du Nouveau-Brunswick : 22,5 % viennent d'autres provinces canadiennes et 12 %, d'autres pays (Tableau 5). Les données ne sont pas disponibles sur une base linguistique ou par université pour les étudiants canadiens. En revanche, les données sont disponibles par université pour les étudiants internationaux (Tableau 6). En 2017-2018, le pourcentage d'étudiants internationaux variait de 3,5 % au campus de Shippagan de l'Université de Moncton à 16,4 % au campus de Moncton de l'Université de Moncton. Nous avons trouvé dans notre étude précédente en 2015 qu'entre 2009-2010 et 2013-2014 la proportion d'étudiants internationaux avait augmenté sur tous les campus universitaires de la province. Ce n'est pas le cas entre 2013-2014 et 2017-2018. Seule la St. Thomas University a connu une augmentation du nombre d'étudiants internationaux (Tableau 7). Au même moment, le nombre d'étudiants canadiens diminuait sur tous les campus sauf le campus de Shippagan de l'Université de Moncton. Bien que le nombre d'étudiants internationaux ait diminué, ces derniers restent une part importante de la population universitaire de la province et une source de croissance potentielle à l'avenir.

Une stratégie visant à accroître le commerce de la province avec les pays de la Francophonie devrait utiliser le réseau que constituent les anciens des institutions postsecondaires de la province venant de ces pays : ils pourraient être nos meilleurs ambassadeurs.

Tableau 4 : Revenus d'exportations du secteur des services d'éducation par province, 2011

	<i>Exportations interprovinciales</i>		<i>Exportations internationales</i>		<i>Exportations totales</i>	
	Million \$	Par personne	Million \$	Par personne	Million \$	Par personne
IPÉ	10,70 \$	74,12 \$	23,20 \$	160,70 \$	33,90 \$	234,82 \$
NÉ	139,10 \$	148,25 \$	78,60 \$	83,77 \$	217,70 \$	232,02 \$
ON	464,60 \$	34,02 \$	1 514,80 \$	110,91 \$	1 979,40 \$	144,93 \$
CB	145,80 \$	30,72 \$	421,90 \$	88,91 \$	567,70 \$	119,63 \$
NB	46,00 \$	60,56 \$	43,80 \$	57,66 \$	89,80 \$	118,22 \$
AB	198,30 \$	48,18 \$	140,90 \$	34,23 \$	339,20 \$	82,41 \$
SK	44,80 \$	40,07 \$	29,40 \$	26,29 \$	74,20 \$	66,36 \$
QC	127,00 \$	15,56 \$	354,80 \$	43,46 \$	481,80 \$	59,02 \$
TNL	16,40 \$	31,04 \$	10,50 \$	19,87 \$	26,90 \$	50,91 \$
MB	27,00 \$	20,99 \$	34,10 \$	26,51 \$	61,10 \$	47,49 \$

Source : Statistique Canada, Tableau 12-10-0088-01

Le réseau du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick attire de plus en plus d'étudiants francophones. Il y a des centaines d'étudiants francophones au sein de ce réseau et d'autres institutions de niveau collégial dans la province. Ces étudiants contribuent grandement à l'économie de la province et, surtout, seront en mesure de combler des besoins du marché du travail après leur graduation.

Tableau 5 : Inscriptions dans les universités du Nouveau-Brunswick, province d'origine et étudiants internationaux, de 2012-2013 à 2016-2017

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Citoyen(ne) canadien(ne)/Résident permanent	19372	18430	17566	16889	16627
Terre-Neuve et Labrador	204	227	203	197	209
Île-du-Prince-Édouard	506	524	496	472	457
Nouvelle-Écosse	1587	1534	1469	1480	1483
Nouveau-Brunswick	15016	14153	13323	12736	12383
Québec	426	411	437	439	433
Ontario	920	903	933	934	975
Manitoba	47	46	49	52	62
Saskatchewan	41	38	40	46	41
Alberta	240	237	244	240	266
Colombie-Britannique	186	164	160	171	180
Nunavut	6	5	4	1	6
Territoires du Nord-Ouest	6	9	7	3	2
Yukon	163	160	71	92	107
Extérieur du Canada	17	7	16	14	10
Origine inconnue	7	12	14	12	13
International	2609	2793	2652	2505	2283
Total	21981	21223	20118	19394	18910

Source : http://www.cespm.ca/media/158838/enr_table7_2016_2017_f.pdf

Tableau 6 : Inscriptions dans les universités du Nouveau-Brunswick, étudiants internationaux, de 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018	
	N ^{bre}	% du total	N ^{bre}	% du total	N ^{bre}	% du total	N ^{bre}	% du total	N ^{bre}	% du total
Campus universitaire de Moncton	787	16,9 %	806	18,1 %	818	19,3 %	727	18,1 %	643	16,4 %
Campus universitaire de Shippagan	32	6,8 %	43	9,2 %	21	5,1 %	18	4,3 %	21	3,9 %
Campus universitaire d'Edmundston	39	7,1 %	38	7,6 %	31	6,8 %	33	6,5 %	28	5,8 %
Mount Allison University	231	9,3%	230	9,3%	207	8,8%	215	9,4%	178	8,1%
St. Thomas University	121	5,2%	141	6,4%	126	6,1%	134	6,7%	151	7,7%
University of New Brunswick – Fredericton	1033	12,6 %	963	12,1 %	890	11,4 %	834	10,9 %	870	11,8 %
University of New Brunswick – Saint John	550	22,0 %	441	20,2 %	412	19,7 %	322	15,7 %	314	14,7 %

Source: http://www.cespm.ca/media/175139/Enr_Table5_2017-2018F.pdf

Tableau 7 : Croissance des inscriptions totales dans les universités du Nouveau-Brunswick, étudiants nationaux et internationaux, de 2013-2014 à 2017-2018

	Étudiants nationaux	Étudiants internationaux
Campus universitaire de Moncton	-15,8 %	-18,3 %
Campus universitaire de Shippagan	18,1 %	-34,4 %
Campus universitaire d'Edmundston	-11,5 %	-28,2 %
Mount Allison University	-10,5%	-22,9%
St. Thomas University	-18,5%	24,8%
University of New Brunswick – Fredericton	-9,5 %	-15,8 %
University of New Brunswick – Saint John	-6,3 %	-42,9 %
Total – Nouveau-Brunswick	-11,1 %	-21,1 %

Source : http://www.cespm.ca/media/158838/enr_table7_2016_2017_f.pdf et

http://www.cespm.ca/media/175139/Enr_Table5_2017-2018F.pdf

4.8 Le bilinguisme pour attirer des immigrants

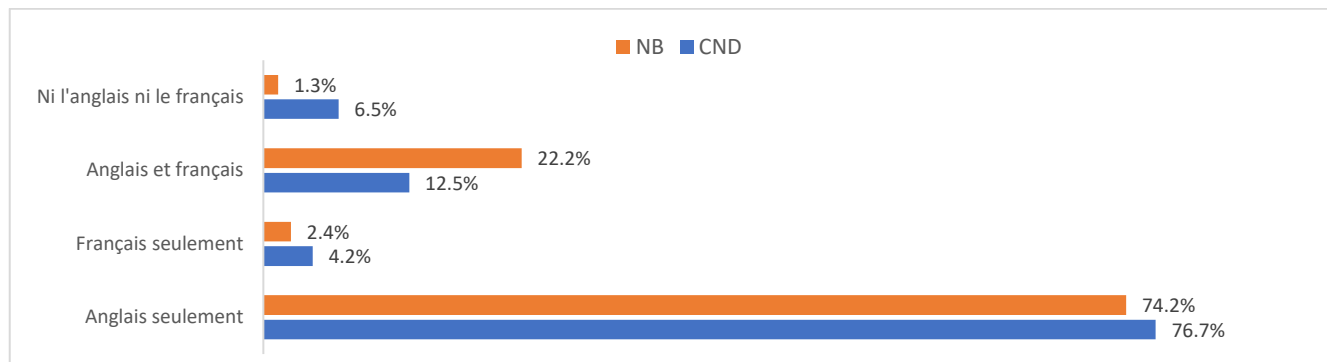
En 2011, 22,6 % des immigrants (nés à l'extérieur du Canada) vivant au Nouveau-Brunswick parlaient l'anglais et le français, 77,6 % de plus que la moyenne nationale (Figure 31). Seul 1,3 % ne parlait ni l'anglais ni le français, un taux bien moindre que la moyenne nationale. Les immigrants intègrent donc la société bilingue qu'est le Nouveau-Brunswick. Le bilinguisme (anglais et français) ne représente pas pour beaucoup d'entre eux un obstacle pour migrer au Nouveau-Brunswick.

Aussi, l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 nous apprenait que 2 465 immigrants vivant au Nouveau-Brunswick ont le français comme langue maternelle. Le Nouveau-Brunswick se classe cinquième parmi les provinces canadiennes en ce qui a trait au nombre d'immigrants francophones. Toutefois, quand on ajuste

les données en fonction de la population, le Nouveau-Brunswick se retrouve au deuxième rang, derrière le Québec, avec 33 immigrants francophones pour 10 000 habitants. Pendant la période de cinq ans entre 2006 et 2011, 500 immigrants francophones se sont établis au Canada et demeuraient au Nouveau-Brunswick.

Il est évident que le Nouveau-Brunswick connaît plus de succès que la plupart des provinces dans ses efforts pour attirer des immigrants francophones, mais les résultats ne sont pas satisfaisants, étant bien en deçà de la moyenne nationale. En d'autres termes, 3,4 % des francophones canadiens résident au Nouveau-Brunswick, mais la province n'attire que 1,1 % des immigrants francophones.

Figure 31 : Connaissance des langues officielles, immigrants en 2011 (nés à l'extérieur du Canada), Canada et Nouveau-Brunswick



Source : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

4.9 Bilinguisme et commerce avec le Québec

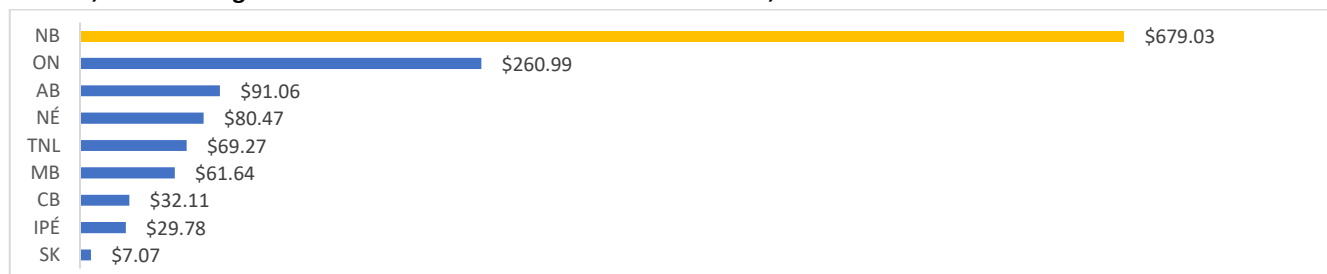
Les faits indiquent clairement que le bilinguisme a permis aux entreprises néo-brunswickoises de connaître du succès sur le marché québécois. Selon Statistique Canada, en 2015, le Nouveau-Brunswick génère plus de 3,7 milliards de dollars en revenus d'exportation au Québec. Pendant la période de cinq ans allant de 2011 à 2015, la moyenne des revenus d'exportations vers le Québec a atteint 4,1 milliards de dollars, soit plus que pour la période de 2007 à 2011. Par personne, aucune autre province ne génère autant de revenus de ses exportations au Québec.

Même si les biens représentent une part importante des revenus d'exportations du Nouveau-Brunswick, l'exportation de services est également importante. Entre 2011 et 2015, le Nouveau-Brunswick a généré en moyenne des revenus annuels d'exportation de services vers le Québec de plus de 1,2 milliard de dollars. En fonction de la taille de la population, seul l'Ontario génère plus de revenus d'exportations vers le Québec provenant du secteur des services.

Les centres de contact avec la clientèle dont nous avons discuté à la section 4.1 génèrent d'importants revenus du marché québécois. Les revenus d'exportations au Québec générés par le secteur des services administratifs, des services de soutien, des services de gestion des déchets et des services d'assainissement étaient de 515 millions de dollars pour le Nouveau-Brunswick en 2015. Bien que nous n'ayons pas les données désagrégées pour ce secteur, nous pouvons émettre l'hypothèse que la part du lion des revenus d'exportations provient des services administratifs et de soutien. C'est l'impact de Néo-Brunswickois bilingues faisant affaire avec des entreprises et des consommateurs québécois à partir de centres de contact avec la clientèle. Comme on peut le constater à la figure 32, le Nouveau-Brunswick, par personne, génère plus de deux fois et demie de revenus dans ce secteur grâce aux exportations au Québec que son plus proche concurrent, l'Ontario.

Le secteur du transport du Nouveau-Brunswick tire également des revenus d'exportations importants du Québec. Entre 2011 et 2015, le secteur du transport et des services connexes a généré en moyenne 170 millions de dollars en revenus d'exportations du Québec par année. Compte tenu de la population de la province, ce résultat place le Nouveau-Brunswick au deuxième rang, tout juste après le Manitoba (251,62 \$ contre 247,23 \$) et bien au-delà de la moyenne canadienne de 146,51 \$.

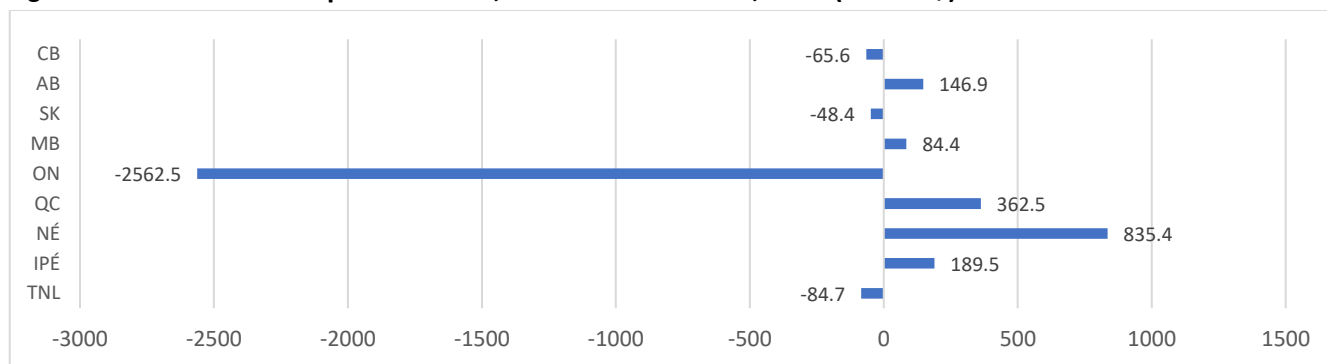
Figure 32 : Revenus d'exportations par personne provenant du marché québécois, services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, 2015



Source : Statistique Canada, Tableau 12-10-0088-01

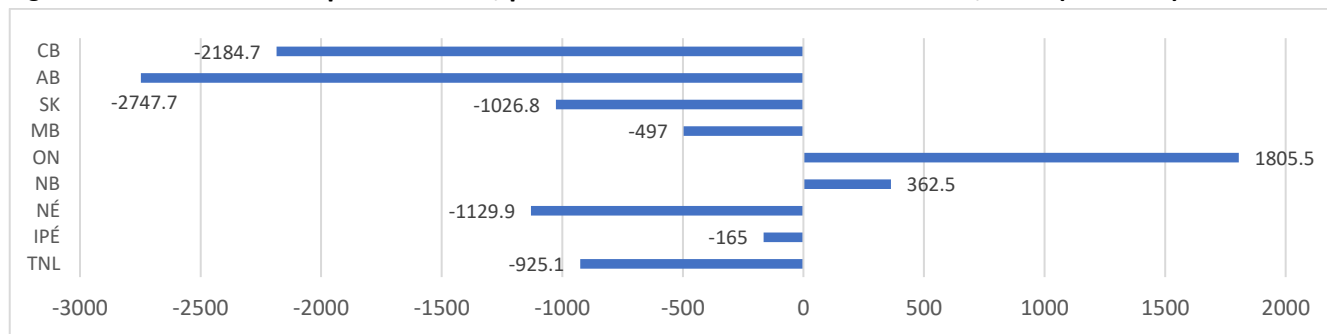
La présence globale du Nouveau-Brunswick sur le marché québécois est très importante. Il s'agit de la province avec laquelle le Nouveau-Brunswick a le deuxième plus gros surplus commercial (Figure 33). En 2011, c'était le plus important. En fait, en 2015, seules deux provinces avaient un surplus commercial avec le Québec (Figure 34), tout comme en 2011. Le Nouveau-Brunswick a un surplus 3,6 fois plus élevé que celui de l'Ontario, sur une base par personne.

Figure 33 : Commerce interprovincial net, Nouveau-Brunswick, 2015 (million \$)



Source : Calcul des auteurs à partir des données de Statistique Canada, Tableau 12-10-0088-01

Figure 34 : Commerce interprovincial net, provinces canadiennes avec le Québec, 2015 (million \$)



Source : Calcul des auteurs à partir des données de Statistique Canada, Tableau 12-10-0088-01

4.10 Bilinguisme et commerce avec la Francophonie

Les États-Unis sont le principal partenaire commercial du Nouveau-Brunswick. En 2018, la province exportait des marchandises pour une valeur de plus de 11 milliards de dollars vers son voisin du Sud, ce qui représentait 90 % des exportations internationales de la province. Au cours de la même année, les exportations canadiennes de marchandises vers les États-Unis représentaient 75 % des exportations totales du pays. Nous savons que ce haut niveau de dépendance sur le marché américain peut nous rendre vulnérables. Les pays membres de la Francophonie ont d'intéressants marchés qui pourraient à la fois accroître la diversification géographique de nos exportations internationales et l'ensemble de celles-ci.

Le Nouveau-Brunswick est membre de La Francophonie²⁹. Créée en 1970, l'organisation a 54 membres de plein droit, 7 membres associés et 27 observateurs.

En ciblant les pays membres de la Francophonie, on constate qu'ils sont la destination de 1 % des exportations internationales de marchandises du Nouveau-Brunswick, comparativement à 2,1 % pour l'ensemble du Canada (Tableau 8). Toutefois, en excluant des calculs les exportations vers les États-Unis, on trouve que ce sont 10 % des exportations du Nouveau-Brunswick qui vont dans les pays de la Francophonie, un pourcentage supérieur à la moyenne nationale de 8,5 %. Comme la proximité culturelle a un impact positif en ce qui a trait au commerce international, nous pouvons faire l'hypothèse que le bilinguisme au Nouveau-Brunswick est un élément important pour expliquer le succès relatif de la province sur les marchés des pays membres de la Francophonie³⁰. Les données démontrent donc que la province est présente sur les marchés des pays membres de la Francophonie, mais que cette présence pourrait être plus importante.

²⁹ <https://www.francophonie.org/>

³⁰ Desjardins, Pierre-Marcel. 2003. *Les exportations du Canada atlantique, sous l'angle des PME et des régions rurales*. Collection Maritimes. Moncton : Institut canadien de recherche sur le développement régional, 128 pages.

Tableau 8 : Part de la Francophonie dans les exportations du Canada et du Nouveau-Brunswick (2015)

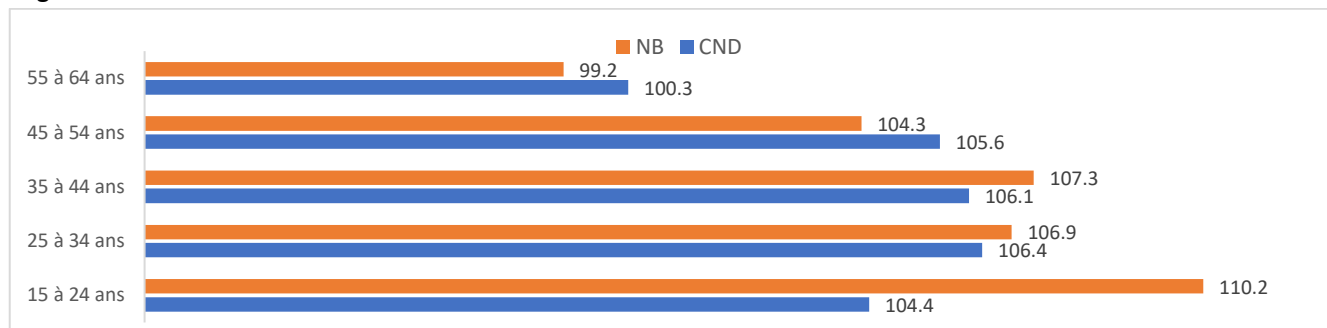
	Pourcentage des exportations vers les pays membres de la Francophonie	Pourcentage des exportations vers les pays membres de la Francophonie, en excluant du calcul les exportations vers les États-Unis
Canada	2,1 %	8,5 %
Nouveau-Brunswick	1,0 %	10,0 %

Source : Industrie Canada, Données sur le commerce en direct, calculs des auteurs.

4.11 Le marché du travail bilingue

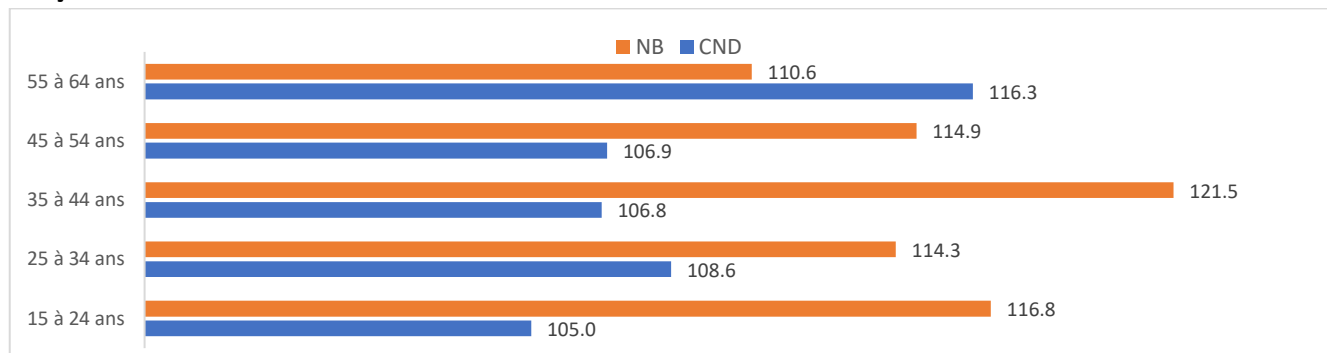
Le bilinguisme est une compétence que valorise le marché au même titre qu'une formation postsecondaire ou d'autres compétences spécifiques. Cette compétence génère des avantages sur le marché du travail. Les résultats du recensement de 2016 révèlent qu'au Nouveau-Brunswick, les personnes parlant l'anglais et le français étaient plus actives sur le marché du travail que les personnes ne parlant que l'anglais (Figure 35) ou le français (Figure 36). La différence est généralement pour le Nouveau-Brunswick que pour l'ensemble du Canada. La différence a généralement peu changé entre 2011 et 2016 lorsque l'on compare aux travailleurs connaissant seulement l'anglais (Figure 37), mais a changé un peu plus comparativement aux travailleurs connaissant seulement le français, la différence ayant diminué dans ce cas (Figure 38).

Figure 35 : Avantage pour le taux d'activité, anglais et français vs anglais seulement, Canada et Nouveau-Brunswick, 2016, anglais seulement = 100



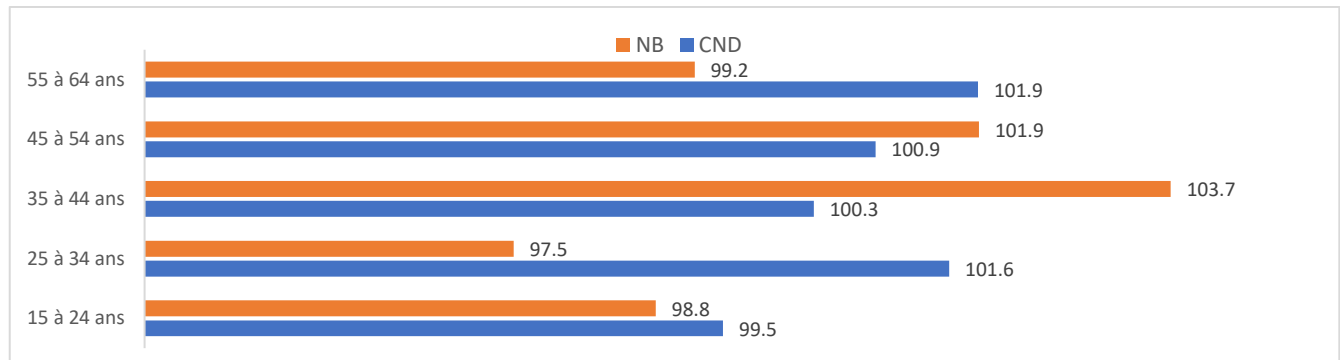
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 36 : Avantage pour le taux d'activité, anglais et français vs anglais seulement, Canada et Nouveau-Brunswick, 2016, français seulement = 100



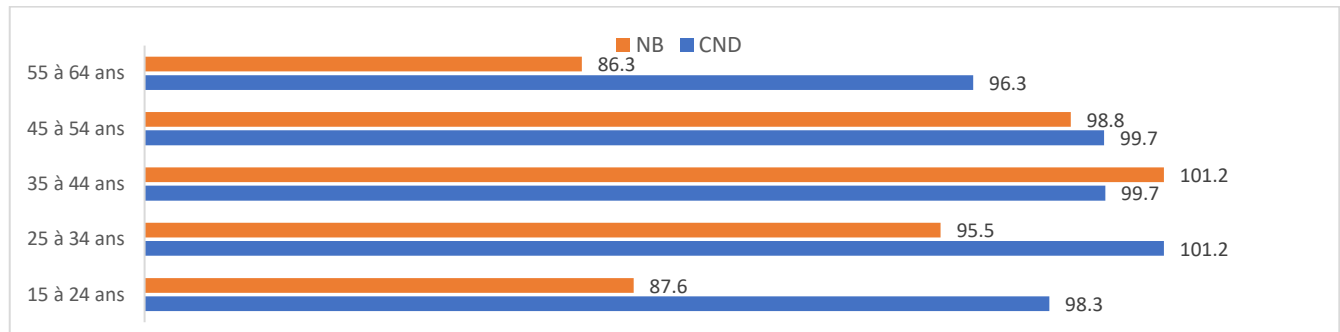
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 37 : Variation de l'avantage pour le taux d'activité, anglais et français vs anglais seulement, Canada et Nouveau-Brunswick, 2011 vs 2016, 2011 = 100



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016 et Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

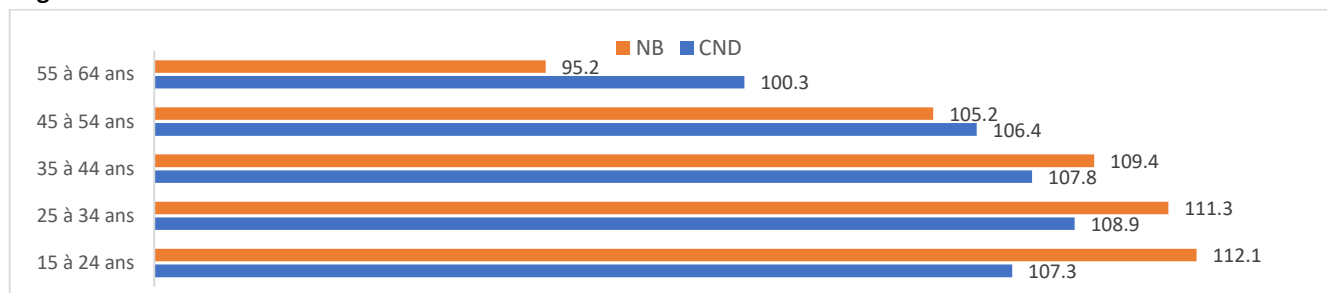
Figure 38 : Variation de l'avantage pour le taux d'activité, anglais et français vs français seulement, Canada et Nouveau-Brunswick, 2011 vs 2016, 2011 = 100



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016 et Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

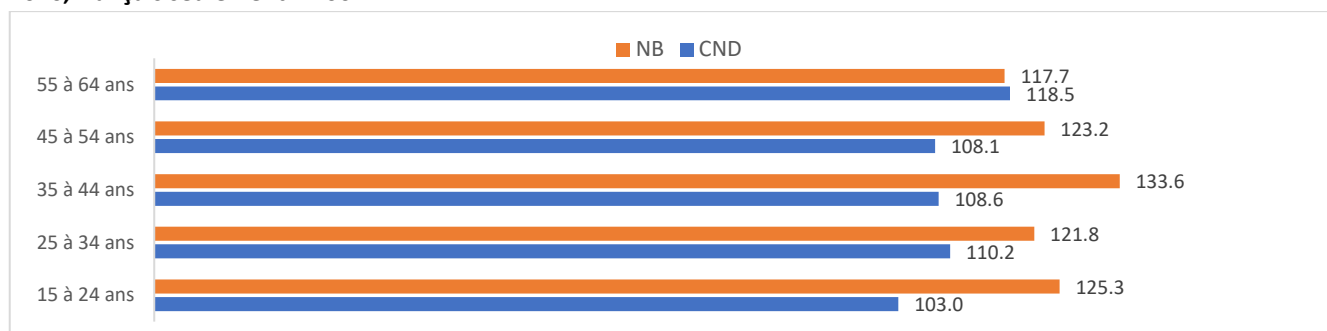
Les résultats pour le taux d'emploi (pourcentage de la population adulte ayant un emploi) sont similaires à ceux pour le taux d'activité (Figures 39 et 40). Le seul cas où le taux est inférieur pour les travailleurs bilingues est pour la catégorie des personnes entre 55 et 64 ans comparativement aux travailleurs connaissant seulement l'anglais. L'écart est généralement plus élevé pour le Nouveau-Brunswick que pour l'ensemble du Canada, particulièrement pour les plus jeunes travailleurs. La différence est essentiellement la même en 2016 qu'en 2011 lorsque l'on compare avec les travailleurs avec une connaissance de l'anglais seulement (Figure 41), mais a diminué lorsque l'on compare avec les travailleurs connaissant le français seulement (Figure 42).

Figure 39 : Avantage pour le taux d'emploi, anglais et français vs anglais seulement, Canada et Nouveau-Brunswick, 2016, anglais seulement = 100



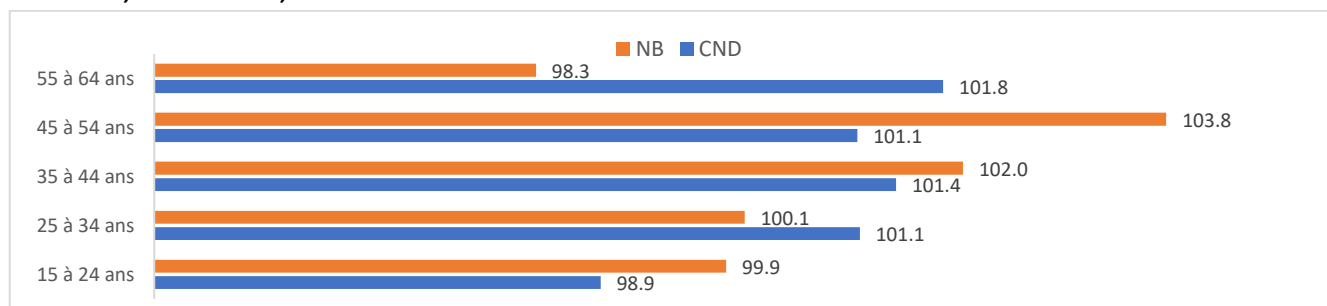
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 40 : Avantage pour le taux d'emploi, anglais et français vs français seulement, Canada et Nouveau-Brunswick, 2016, français seulement = 100



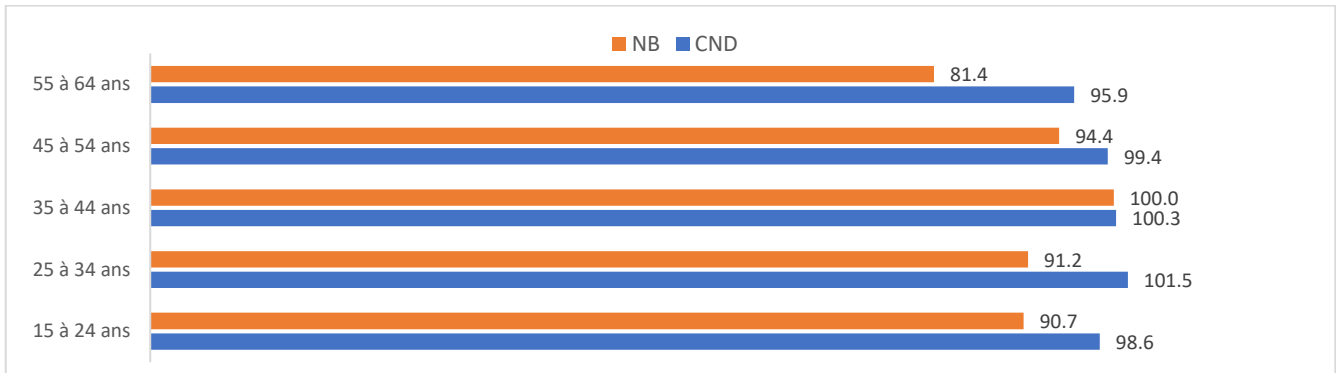
Source : Statistique Canada, Recensement, 2016.

Figure 41 : Variation de l'avantage pour le taux d'emploi, anglais et français vs anglais seulement, Canada et Nouveau-Brunswick, 2011 vs 2016, 2011 = 100



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016 et Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

Figure 42 : Variation de l'avantage pour le taux d'emploi, anglais et français vs français seulement, Canada et Nouveau-Brunswick, 2011 vs 2016, 2011 = 100



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016 et Enquête nationale auprès des ménages, 2011.

5. Perspectives d'avenir en matière de développement économique : le bilinguisme comme effet de levier 2.0

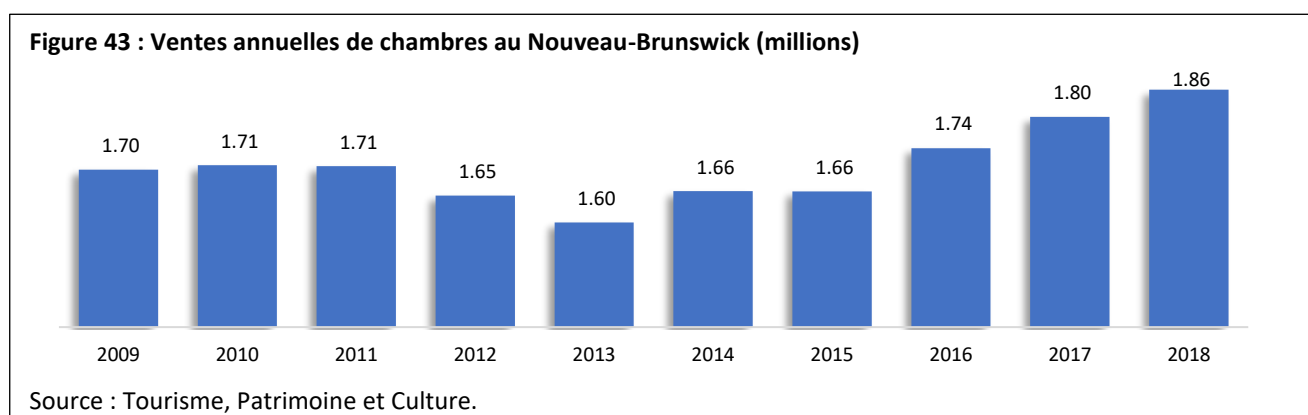
Dans notre étude de 2015, nous avons trouvé six perspectives d'avenir. Ce que nous avons écrit en 2015 reste, pour l'essentiel, pertinent aujourd'hui. Nous présenterons donc plusieurs de ces éléments à nouveau dans cette étude. Nous ajoutons deux perspectives d'avenir.

Le Nouveau-Brunswick tire des avantages économiques considérables du bilinguisme de sa population et de son marché du travail. La province a ainsi pu attirer des centres de contact avec la clientèle et de soutien administratif, développer une industrie langagière et favoriser la croissance de ses exportations interprovinciales et internationales. Nous pouvons utiliser cet avantage compétitif pour bonifier notre développement économique au cours des prochaines années. À titre d'exemple, une récente étude estime la contribution du multilinguisme en Suisse (où il existe quatre langues officielles) à 10 % du produit intérieur brut (PIB) du pays³¹. Il existe plusieurs pistes. Certaines sont intimement liées à des activités de secteurs de la nouvelle économie comme les centres de contact avec la clientèle, les industries langagières ou l'intelligence artificielle. D'autres ciblent des secteurs plus traditionnels comme la forêt ou les pêches où une force de vente bilingue permet de multiplier les débouchés sur de nombreux marchés dans les autres provinces et pays, où la capacité de communiquer dans la langue locale accroît le potentiel d'exportation.

5.1 Perspectives d'avenir : attirer plus de touristes francophones

Après plusieurs années de relative stagnation, le secteur touristique du Nouveau-Brunswick a renoué avec la croissance. L'augmentation des ventes de chambres depuis 2015 illustre cette croissance des services d'hébergement (Figure 43).

Selon Destination Canada, le nombre de touristes de France au Canada a augmenté de 5 % en 2018 pour totaliser 604 166 visites, soit la première fois de l'histoire que le Canada dépassait le cap des 600 000 visiteurs français. Plus de 275 millions d'individus parlent français dans le monde. Le bilinguisme du Nouveau-Brunswick donne à la province un avantage supplémentaire quand vient le temps de choisir quels marchés cibler.



³¹ Grin, François, Claudio Sfreddo et François Vaillancourt. 2009. *Langue étrangère dans l'activité professionnelle (« LEAP »)*. Programme national de recherche 56 : Multilinguisme et compétences linguistiques en Suisse. Rapport final de recherche. 53 pages.

Un autre élément important pour le secteur touristique touche l'attraction de travailleurs bilingue dans ce secteur. L'association de l'industrie touristique du Nouveau-Brunswick a trouvé une pénurie croissante de travailleurs comme un obstacle potentiellement important pour la croissance du secteur. Quand nous recrutons des immigrants pour venir au Nouveau-Brunswick (travailleurs et entrepreneurs), nous pouvons leur dire que leur capacité de parler l'anglais et le français est un atout important dans la province.

5.2 Perspectives d'avenir : centres de contact avec la clientèle et médias sociaux

Dans notre précédente étude, nous avons indiqué que le Nouveau-Brunswick possédait le plus important secteur des centres de contact avec la clientèle et de soutien administratif au pays, en proportion de l'emploi total. Toutefois, la structure du secteur est en mutation. De plus en plus de transactions se font « en ligne » et la demande de services à la clientèle offerts par des agents au téléphone est en décroissance. En revanche, la demande de services Internet, par le biais de courriels, de clavardage ou de médias sociaux, est en croissance. Plusieurs centres de contact avec la clientèle de la province s'adaptent à cette nouvelle réalité et les employés communiquent à l'aide de ces méthodes novatrices. C'est toujours pertinent. Comme nous l'avons vu avec l'annonce de TD présentée à la section 4.1, le Nouveau-Brunswick reste une destination attrayante pour de tels centres.

Cette nouvelle réalité exige de nouvelles compétences. L'utilisation des médias sociaux requiert des compétences en rédaction et dans l'utilisation d'un clavier. Ces exigences peuvent s'avérer encore plus importantes dans un environnement bilingue où les agents du service à la clientèle doivent écrire rapidement et bien.

Toutefois, la capacité de servir les clients en anglais et en français par le biais de courriels, du clavardage et des médias sociaux devrait caractériser la nouvelle mouture du secteur et le Nouveau-Brunswick doit prendre les mesures nécessaires pour tirer profit de ces changements. Les employés devront être formés pour acquérir les compétences requises pour utiliser les nouvelles technologies. On pourrait même soutenir que le fait d'avoir des employés qui parlent d'autres langues, comme l'espagnol, pourrait accroître encore davantage les perspectives de croissance du secteur au Nouveau-Brunswick.

Dans l'avenir, il pourrait y avoir moins d'employés dans les centres de contact avec la clientèle et de soutien administratif, mais ils seront mieux payés et offriront des services plus diversifiés à la clientèle.

5.3 Perspectives d'avenir : industries langagières et technologies de l'information

Nos constats pour les industries langagières et technologiques de l'information restent également pertinents aujourd'hui. Le Nouveau-Brunswick a toujours une industrie langagière importante, sur une base par personne. Il est toutefois aussi vrai que nos entreprises sont petites et n'ont pas la taille qui leur permettrait de développer agressivement de nouveaux marchés. De plus, il n'y a pas eu beaucoup d'entreprises de la province qui ont développé de nouveaux services novateurs et de nouvelles technologies.

Le nouvel Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne qui entra en vigueur en 2017 ouvre la porte à un marché de la traduction évalué à 26 milliards de dollars pour les traducteurs, terminologues et interprètes. D'autres industries langagières axées sur les technologies (comme l'interprétation au téléphone, l'un des segments connaissant la plus forte croissance) présentent d'intéressantes perspectives pour les traducteurs, terminologues et interprètes du Nouveau-Brunswick.

Il existe de nombreux centres d'incubation de l'entrepreneuriat dans la province qui pourraient être utilisés pour appuyer le développement de technologies liées à l'industrie langagière. De plus, la province pourrait déployer plus d'efforts afin d'attirer des entrepreneurs en technologies de pays francophones. Ces entrepreneurs pourraient être attirés au Nouveau-Brunswick afin de servir le marché nord-américain à partir de la province.

5.4 Perspectives d'avenir : commerce et investissement internationaux

Comme nous l'avons mentionné à la section 4.10, le Nouveau-Brunswick est très dépendant du marché américain pour nos exportations internationales. Seuls 10 % de nos revenus d'exportations proviennent d'autres pays. Une analyse de douze pays où l'on retrouve une importante population francophone (langue première ou seconde) montre que le Nouveau-Brunswick y a exporté pour une valeur de 112 millions de dollars de marchandises en 2018 (Tableau 9). Seules 0,9 % des exportations totales de la province sont destinées à ces pays (Tableau 10).

Comparativement aux autres provinces canadiennes, le Nouveau-Brunswick arrive au neuvième rang. La province devrait cibler beaucoup plus les marchés francophones. Le Québec a des délégués dans de nombreux pays de la Francophonie qui travaillent à accroître le commerce et les investissements³². Le Nouveau-Brunswick n'en a pas. Il y a la possibilité d'accroître nos exportations vers les pays membres de la Francophonie, comme on peut le voir au tableau 10. La présence du Nouveau-Brunswick sur ces marchés est souvent infime. La province devrait tirer profit de sa présence comme membre de la Francophonie pour accroître ses relations commerciales.

Tableau 9 : Valeur des exportations internationales vers des pays ayant une importante population francophone, 2018*

	\$	Par personne
TNL	565 717 802 \$	1 070,70 \$
SK	855 134 876 \$	764,76 \$
QC	3 958 898 910 \$	484,97 \$
IPÉ	48 069 436 \$	332,96 \$
CB	1 060 431 845 \$	223,46 \$
NÉ	178 103 299 \$	189,82 \$
ON	2 552 060 651 \$	186,86 \$
AB	642 952 496 \$	156,21 \$
NB	112 477 375 \$	148,07 \$
MB	147 098 828 \$	114,34 \$

*Les pays dont il s'agit sont la Belgique, l'Égypte, la France, Haïti, la Libye, Maurice, le Maroc, la Roumanie, la Suisse, la Tunisie, l'Ukraine et le Vietnam.

Source : Industrie Canada. Données sur le commerce en direct

³² <http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/ministere/representation-etranger>

Tableau 10 : Exportations du Nouveau-Brunswick vers certains pays membres de la Francophonie, 2018

Pays	\$	Part du total canadien
Belgique	62 210 315 \$	1,7 %
Bénin	659 235 \$	2,1 %
Bulgarie	561 501 \$	0,2 %
Burkina Faso	9 956 \$	0,0 %
Cameroun	52 479 \$	0,1 %
Congo (anciennement Brazzaville)	834 545 \$	5,1 %
Congo (anciennement Zaïre)	5 652 \$	0,0 %
Côte d'Ivoire	342 679 \$	0,8 %
Dominique	428 312 \$	4,6 %
Égypte	2 797 406 \$	0,7 %
France (comprend Monaco et Antilles françaises)	18 624 665 \$	0,5 %
Haïti	16 121 537 \$	24,8 %
Liban	6 056 805 \$	5,2 %
Libye	190 725 \$	0,4 %
Maroc	1 387 849 \$	0,3 %
Niger	18 500 \$	0,4 %
Roumanie	1 255 341 \$	0,6 %
Rwanda	13 500 \$	0,3 %
Sainte-Lucie	1 386 789 \$	16,5 %
Suisse	621 886 \$	0,0 %
Togo	229 883 \$	0,9 %
Tunisie	693 381 \$	1,5 %
Turques-et-Caïques (îles)	16 701 \$	0,4 %
Turquie	93 205 675 \$	7,0 %
Ukraine	68 239 \$	0,0 %
Vietnam	8 506 031 \$	0,8 %
Total (Tous les pays)	12 632 320 438 \$	2,2 %

Source : Industrie Canada. Données sur le commerce en direct

Le commerce n'est pas le seul élément important. Il existe également d'intéressantes perspectives pour accroître les investissements étrangers dans la province ainsi que le nombre d'immigrants investisseurs/entrepreneurs. Il s'agit d'un excellent moyen pour accroître nos échanges commerciaux avec les pays de la Francophonie. Le Nouveau-Brunswick n'a pas connu un grand succès à ce niveau. Le Québec et l'Ontario ont obtenu la part du lion. Il n'empêche que la Nouvelle-Écosse a connu un certain succès auprès d'entreprises françaises comme Michelin, LaFarge et Composites Atlantic (une filiale de l'entreprise française Sogerma). Les agences néo-brunswickoises de développement du commerce doivent faire de cette question une priorité et elles doivent avoir les moyens d'atteindre leur cible.

5.5 Perspectives d'avenir : liens économiques avec le Québec

Comme nous l'avons indiqué à la section 4.9, le bilinguisme au Nouveau-Brunswick est un facteur important pour expliquer le succès de nos efforts pour exporter nos biens et services au Québec. Néanmoins, plusieurs possibilités inexploitées existent toujours. Selon Statistique Canada, entre 2011 et 2015, le Nouveau-Brunswick a exporté pour 38 millions de dollars au Québec dans le secteur des arts, spectacles et loisirs. Malgré le fait que la Nouvelle-Écosse est plus éloignée du Québec et qu'elle n'a pas le même niveau de bilinguisme que le Nouveau-Brunswick, cette province exportait pour une valeur de 118,2 millions de dollars.

Le Nouveau-Brunswick génère également peu de revenus d'exportation dans le secteur des services liés à l'information et à la culture. En fonction de sa taille, seule l'Île-du-Prince-Édouard exportait en 2015 pour une valeur moindre vers le marché québécois. Entre 2007 et 2011, toujours pour le secteur des services liés à l'information et à la culture, ce marché ne générait en moyenne que 18,9 millions de dollars par année pour le Nouveau-Brunswick.

Le gouvernement et les agences de développement économique devraient évaluer le potentiel des divers marchés québécois pour les services et déterminer des stratégies pour tirer profit de nos compétences langagières et de nos liens historiques afin d'y accroître notre présence. Il pourrait y avoir d'intéressantes perspectives pour accroître nos échanges avec le Québec dans le domaine des centres de contact avec la clientèle et de soutien administratif, du soutien informatique et des services d'ingénierie si nous tirons profit de notre bilinguisme.

5.6 Perspectives d'avenir : services d'enseignement

Le bilinguisme au Nouveau-Brunswick peut également servir de levier pour attirer des étudiants francophones et bilingues d'ailleurs au pays et du monde entier. Comme nous l'avons signalé à la section 4.7, le Nouveau-Brunswick se classe au troisième rang des provinces canadiennes pour ce qui est des revenus d'exportations interprovinciales dans le secteur des services d'enseignement (des étudiants qui rapportent des revenus dans la province). Des efforts doivent être déployés pour accroître notre présence sur les divers marchés francophones.

Chaque tranche de 10 millions de dollars d'augmentation des revenus dans les universités du Nouveau-Brunswick génère 126 emplois (équivalents temps plein), 6,5 millions de revenus d'emploi et environ 2,4 millions de dollars en recettes pour les gouvernements. De plus, ces étudiants internationaux dans les établissements d'enseignement postsecondaire de la province deviennent une source intéressante de talents pour les entreprises du Nouveau-Brunswick.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, la formation au niveau collégial offre un fort potentiel de croissance et offre une source importante de travailleurs afin de combler les besoins du marché du travail. Qui plus est, les polyvalentes de la province attirent de plus en plus d'étudiants internationaux (anglophones et francophones) pour des séjours d'études à court terme. Ceci représente aussi un bassin de main-d'œuvre potentiel intéressant en plus de générer d'intéressants bénéfices économiques pendant les séjours d'étude.

5.7 Perspectives d'avenir : intelligence artificielle

Plusieurs secteurs développent de plus en plus l'intelligence artificielle. La reconnaissance de la parole, par exemple, est une composante importante de l'intelligence artificielle : l'interaction entre les clients et l'ordinateur permettant de les servir grâce à l'intelligence artificielle se fait dans la langue de ces clients. Il y a donc la possibilité pour le Nouveau-Brunswick de développer une expertise dans la composante langagière de l'intelligence artificielle.

Tout comme les centres de contact avec la clientèle ont besoin de reconnaître les variantes linguistiques – et ce, même dans une langue donnée qui a des variances régionales et locales – l'intelligence artificielle offrira des possibilités d'affaires. La collaboration au Nouveau-Brunswick entre experts de l'industrie langagière et de l'intelligence artificielle pourrait permettre de développer un avantage comparatif qui pourrait générer d'énormes dividendes dans ce domaine en croissance.

5.8 Perspectives d'avenir : immigration

Le Nouveau-Brunswick doit également utiliser le bilinguisme pour attirer plus d'immigrants et d'immigrants entrepreneurs francophones et bilingues. Notre réalité démographique fait en sorte qu'il faudra attirer beaucoup plus d'immigrants au cours des prochaines années. Des données pour 2011 indiquent que 22,2 % des immigrants au Nouveau-Brunswick parlaient anglais et français, soit près du double de la moyenne nationale (Figure 41). Nous pouvons donc supposer que le bilinguisme est un facteur qui fait du Nouveau-Brunswick une destination attrayante pour les immigrants. Le Nouveau-Brunswick doit adopter une stratégie encore plus énergique pour promouvoir son statut en tant que seule province officiellement bilingue au pays afin d'attirer plus d'immigrants et ainsi relever son important défi démographique.

6. Conclusion : Accroître les retombées économiques du bilinguisme

Nos conclusions n'ont pas changé depuis 2015. Le Nouveau-Brunswick a besoin de nouveaux secteurs de croissance. Les principaux indicateurs économiques comme la croissance du PIB, la croissance de l'emploi et la croissance démographique stagnent ou sont en décroissance. La main-d'œuvre bilingue et l'engagement gouvernemental à assurer la prestation de services gouvernementaux dans les deux langues officielles peuvent être des outils importants dans nos efforts pour renouer avec une croissance économique soutenue. Comme nous l'avons souligné, il existe plusieurs perspectives d'avenir intéressantes, mais des actions ciblées sont nécessaires pour qu'elles se concrétisent.

Recommandation : La création d'un conseil entreprises/gouvernement ayant comme objectif de mieux tirer profit des avantages économiques du bilinguisme

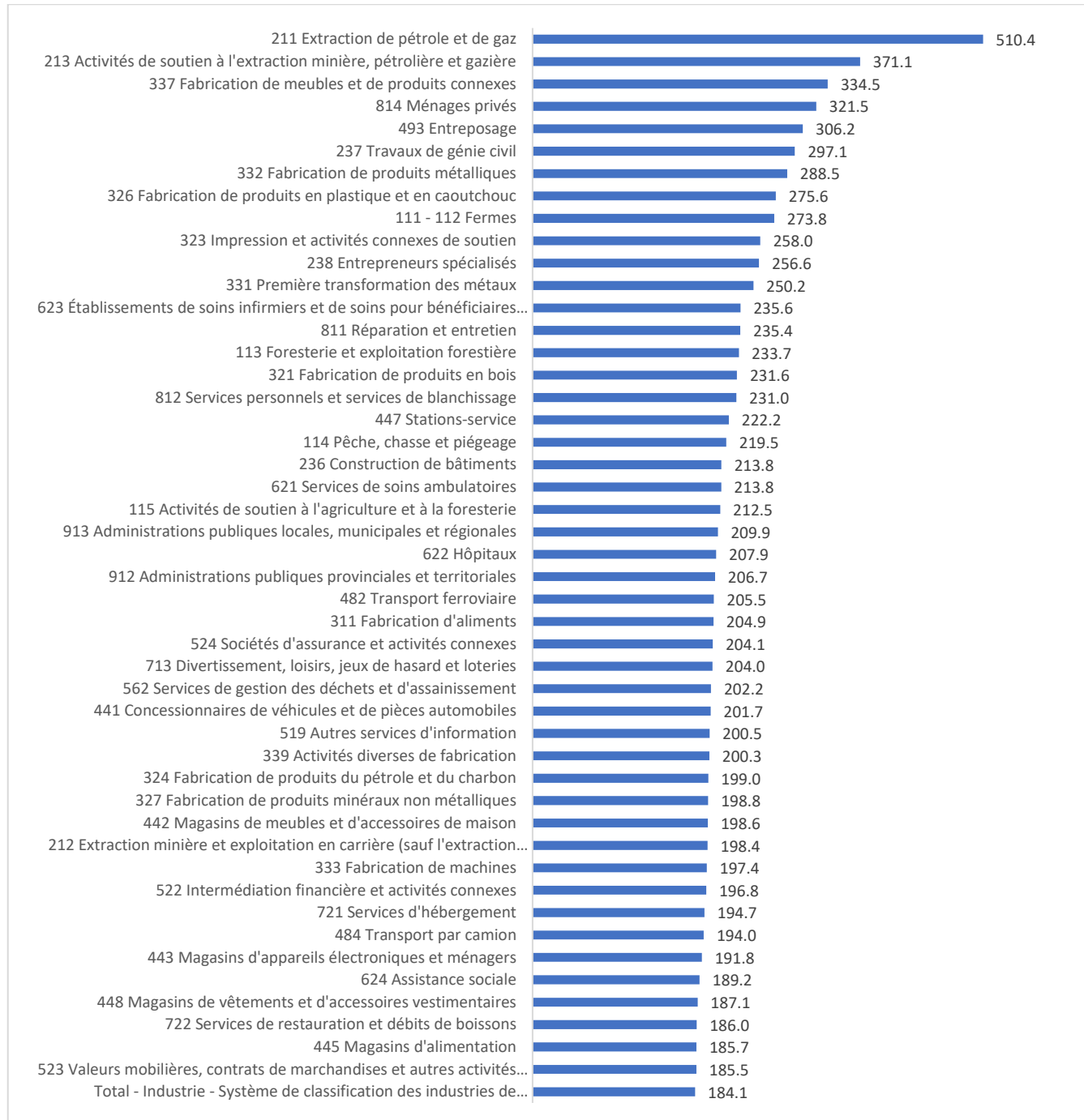
Notre étude a mis en lumière les nombreux avantages économiques du bilinguisme et a cerné certains secteurs offrant des perspectives intéressantes. La création d'un conseil entreprises/gouvernement ayant pour mandat de déterminer des mesures concrètes pour accroître les avantages découlant du bilinguisme est souhaitable. Le conseil pourrait collaborer au développement de secteurs où le bilinguisme est un facteur clé et à l'augmentation des exportations de la province vers les marchés francophones au pays et à l'étranger. Ce conseil devrait également être responsable de la stratégie qui accompagnera et appuiera les entreprises cherchant à accroître l'avantage comparatif que représente le bilinguisme pour la province. Cette stratégie pourrait s'intégrer dans un exercice de valorisation de l'image de marque de la province.

Le conseil devrait également être un acteur clé dans les efforts déployés par la province pour maximiser les avantages pour le Nouveau-Brunswick de la stratégie économique pour la Francophonie³³. C'est particulièrement vrai pour le deuxième axe qui vise à renforcer l'espace économique francophone pour en faire un espace d'échanges, de coopération et de solidarité.

³³www.francophonie.org/IMG/pdf/sommet_xv_strategie_economique_2014.pdf

Annexe A : Figures détaillées – importance relative du bilinguisme par secteur industriel

Figure 44 : Importance relative du nombre d'employés bilingues par secteur d'activité (codes à trois chiffres du SCIAN), Nouveau-Brunswick vs Canada, 2016, Canada = 100 (secteurs au-dessus de la moyenne provinciale et ayant un minimum de 100 employé.e.s)



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016

Figure 45 : Importance relative du nombre d'employés bilingues par secteur d'activité (codes à trois chiffres du SCIAN), Nouveau-Brunswick vs Canada, 2016, Canada = 100 (secteurs au-dessous de la moyenne provinciale et ayant un minimum de 100 employé.e.s)



Source : Statistique Canada, Recensement, 2016

Annexe B : Définitions

Bilingue : dans notre étude, « bilingue » se rapporte à la connaissance de l'anglais et du français.

Classification nationale des professions (CNP) : il s'agit de la taxonomie et du cadre organisationnel acceptés à l'échelle nationale pour la classification des professions du marché du travail canadien. <http://www.statcan.gc.ca/subjects-sujets/standard-norme/noc-cnp/2011/introduction-fra.htm>

Connaissance de l'anglais : s'entend de la capacité d'une personne de soutenir une conversation en anglais. Dans le cas d'un enfant qui n'a pas encore appris à parler, cela comprend les langues que l'enfant apprend à parler à la maison.

<http://www.statcan.gc.ca/concepts/definitions/language-langue04-fra.htm>

Connaissance du français : s'entend de la capacité d'une personne de soutenir une conversation en français. Dans le cas d'un enfant qui n'a pas encore appris à parler, cela comprend les langues que l'enfant apprend à parler à la maison.

<http://www.statcan.gc.ca/concepts/definitions/language-langue04-fra.htm>

Exportations internationales : ventes de biens ou services à l'extérieur du pays.

Exportations interprovinciales : ventes de biens ou services dans d'autres provinces ou territoires, mais pas à l'extérieur du pays.

Francophonie, La : l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a été fondée en 1970. Sa mission est de donner corps à une solidarité active entre les 80 États et gouvernements (57 membres et 23 observateurs). Ensemble, ils représentent plus d'un tiers des membres des Nations Unies et comptent une population de plus de 890 millions de personnes, dont 220 millions sont francophones. <http://www.francophonie.org/L-Organisation-internationale-de-42707.html>

Niveau de scolarité : se rapporte au plus haut niveau de scolarité qu'une personne ait atteint, que ce soit au niveau primaire, secondaire ou postsecondaire, y compris tout certificat, grade ou diplôme obtenu de l'établissement fréquenté.

Revenus d'exportations : revenus tirés de la vente d'exportations.

Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) : « un système de classification des industries qui a été conçu par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis. Créé avec comme toile de fond l'Accord de libre-échange nord-américain, le SCIAN vise à fournir des définitions communes de la structure industrielle des trois pays, ainsi qu'un cadre statistique commun pour faciliter l'analyse des trois économies. [...] Sa structure est hiérarchique. Au niveau le plus élevé (code à deux chiffres), l'économie s'y trouve divisée en 20 secteurs. Les niveaux inférieurs comportent des distinctions entre les différentes activités économiques dans lesquelles sont engagées les entreprises. » <http://www.statcan.gc.ca/subjects-sujets/standard-norme/naics-scian/2012/introduction-fra.htm>

Taux d'activité : pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) ayant un emploi ou cherchant activement un emploi.

Taux d'emploi : pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) ayant un emploi.